

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La trahison des Etats démocratiques acceptée, tolérée par la classe ouvrière assassine l'Espagne

Aux travailleurs de le comprendre et d'y mettre fin

Après plusieurs mois de sommeil, le comité de non-intervention de Londres vient de sortir de sa torpeur. L'unanimité des puissances s'est faite sur la proposition anglaise. Rétablir le contrôle terrestre et naval, et procéder au retrait des « volontaires ».

Le but visé, est simplement de fermer un peu plus encore la frontière française des Pyrénées. Les gouvernants en ont assez de ce peuple espagnol qui ne veut pas se laisser assassiner sans résistance. A chaque offensive de Franco, lorsque sous le déluge de fer qui s'abat sur eux les valeureux miliciens, sans armes, étaient obligés de reculer, nos capitalistes se réjouissaient, entretenant toujours la victoire rapide des rebelles. Et ensuite il fallait déchanter, les travailleurs ibériques entraînaient l'offensive et Franco était obligé d'attendre de recevoir de ses amis Hitler et Mussolini le matériel qui lui est nécessaire pour reprendre une nouvelle offensive, qui obtenait le résultat des précédentes.

Chamberlain en fait une affaire personnelle. Son prestige, et cela à la veille des élections, est en baisse en Angleterre. Il faut qu'il puisse réaliser ces fameux accords de Rome, base de toute sa politique. Pour cela il veut hâter la victoire de Franco, comme le lui a reproché un leader de l'opposition aux Communes. Voilà ce que contient la fameuse proposition britannique. Et pendant que la frontière française et les ports gouvernementaux seront fermés, la frontière portugaise restera ouverte et Franco continuera de recevoir le matériel et les « volontaires » italiens et allemands. Jamais l'histoire n'a enregistré une aussi cruelle ironie.

Et c'est à ce plan que la France du Front populaire — car, sauf erreur, la majorité parlementaire est toujours Front populaire? — et la Russie soviétique ont donné leur adhésion. La Russie, sur la pression de la France et de l'Angleterre, a donné son acceptation « en faisant des réserves », c'est-à-dire juste ce qu'il faut pour permettre à Péri de démontrer par des explications embrouillées aux intoxiqués qui le lisent que l'U.R.S.S. continue de défendre l'Espagne républicaine.

Pour la 43^e division

La S.I.A. a fait un effort exceptionnel

(Voir 4^e page, les articles sur le tragique exode des miliciens et sur l'action pour le droit d'asile)

Ce qui rend plus odieux encore cette non-intervention à sens unique, c'est que l'Italie se trouve dans une situation financière et économique désastreuse. La récolte du blé s'annonce très mauvaise, elle oblige Mussolini à acheter du froment à l'étranger, et il n'a pas d'or. Les aventures d'Ethiopie et d'Espagne ont totalement ruiné les finances italiennes. Il lui est totalement impossible de continuer ses aventures.

Les flics sur les dents

Décidément les journalistes ont l'intention de faire attraper la jaunisse à l'équipe Sarraut et Cie. N'a-t-on pas fait courir le bruit que de nombreux anarchistes espagnols étaient rentrés en France avec des passeports pris sur des Français tués en Espagne, ce qui rend le contrôle des étrangers particulièrement difficile.

Et Sarraut qui a déjà eu un roi assassiné sous un de ses précédents ministères, ne dort plus. Le métier de flic en chef comporte bien des ennuis, en vérité. Quand il ne s'agit que de veiller à la sécurité de réfugiés politiques des frères Rosselli ou d'Ignace Reiss, on ne se met point tant en peine. On ne s'inquiète pas de savoir si des policiers fascistes ou bolcheviques se sont déguisés en citoyens français pour perpétrer leurs crimes. Mais quand le « King » se déplace, quel branle-bas de combat !

res, il est dans l'obligation de faire appel au capital étranger, autrement dit, aux banquiers de la City. Et malgré ses cris, ses menaces, il se fait plus conciliant. C'est pourquoi il a accepté le plan britannique, qui va lui permettre d'obtenir l'emprunt dont il a besoin. Le plan ne rentrera pas en application avant six ou huit semaines, c'est-à-dire le temps de ravitailler Franco pour lui permettre sa prochaine offensive que tous veulent espérer cette fois « définitive ».

Cette farce dure depuis près de deux ans, et la classe ouvrière, à la remorque de ces partis de Front Populaire, laisse faire. Pour tous les « grands hommes » avoir encore confiance dans la victoire des gouvernementaux est une folie. Eh bien ! nous sommes ces fous, nous croyons que la victoire est encore possible à condition que l'Espagne ouvrière reçoive les armes dont elle a besoin, autrement dit que cesse cette farce de la non-intervention.

Nous ne cesserons de répéter que le prolétariat ibérique est vaincu non par Franco ou ses alliés Mussolini et Hitler, mais par la trahison des Etats démocratiques. Trahison acceptée, tolérée par la classe ouvrière mondiale. Et c'est cette trahison qui doit prendre fin.



LE CONGRÈS DE ROYAN (I)

MARX et BAKOUNINE se rencontrent et discutent

par Sébastien Faure

J'ai dit que du Congrès de Royan, la S.F.I.O. est sortie vivante encore, bien que mutilée par l'amputation d'un de ses membres, mais que ce Congrès a porté en terre le socialisme lui-même.

Ce qu'il est intéressant et utile de savoir c'est à quel régime de maladie ce socialisme a succombé. Car il n'a pas été frappé de mort subitement.

Depuis longtemps il était en proie à un mal incurable. Il était à prévoir que, après une agonie plus ou moins longue, il mourrait de ce mal.

Mais sur quoi reposait cette prévision ?

Sur quoi ? — Pour répondre à cette question et pour enlever à cette réponse ce qu'elle pourrait avoir de fatigante lourdeur, j'imagine Bakounine et Marx se rencontrant dans « le Royaume des Ombres » et j'ajoute un modeste chapitre aux Dialogues des Morts de Lucien de Samosate et de Fénelon.

Je place cette rencontre au lendemain du Congrès de Royan. Nos deux personnages en discutent et controversent à propos sur le ou les causes de la mort du socialisme. Au cours de ce dialogue Marx accuserait ceux qui se disent ses disci-

ples d'avoir mal interprété sa doctrine et plus mal encore appliqué sa méthode. Il leur reprocherait les errements, les tergiversations et les défaillances qui ont fait suite à cette inapplication et à cette interprétation erronée. Il les blâmerait durement d'avoir, en certaines circonstances, fait, trop de concessions et, en d'autres conjonctures, de n'en avoir pas fait assez.

(Voir la suite en 6^e page.)

(1) Voir le précédent numéro du Libertaire.

Pourquoi faut-il qu'élus communistes et socialistes attendent les vacances parlementaires pour se rendre compte que les fonctionnaires et les vieux travailleurs attendent les réformes promises ?

Les anarchistes et l'indépendance du syndicalisme

Dans le Libertaire de la semaine passée, nous avons tenté de délimiter aussi étroitement que possible l'action anarchiste et l'action syndicale. En faisant entre l'une et l'autre une démarcation nette nous avons voulu montrer que s'il y avait entre chacune d'elles un parallélisme évident, elles se différencient cependant dans leur fond même. Et nous avons conclu en affirmant que le syndicalisme et l'anarchisme, quoique leur action respective pût être étroitement parallèle, ne sauraient à aucun moment se confondre.

Si nous voulons que notre propagande spécifiquement anarchiste puisse pénétrer profondément dans les masses, il est nécessaire que, sur le syndicalisme, notre position parfaitement indépendante et indiscutablement désintéressée soit bien précisée.

Il se trouve qu'en raison de la dictature stalinienne qui asservit nombre d'organisations ouvrières et en fait le jouet des combinaisons politiciennes, beaucoup de militants syndicalistes se révèlent partisans

d'un syndicalisme agissant avec les mêmes armes et les mêmes méthodes que celles des sectateurs de Staline. On voit même quelques-uns de nos camarades s'affirmer pour un syndicalisme nettement anarchiste — dont les éléments matériels seraient d'ailleurs à créer de toutes pièces ou peu s'en faut.

C'est méconnaître à mon avis le caractère fondamental du syndicalisme français créé et mis au monde dans l'esprit d'indépendance le plus intransigeant.

Si l'on objecte que, depuis, cette caractéristique a profondément évolué et que le syndicalisme s'achemine actuellement vers une sujétion de jour en jour plus étroite aux influences des partis politiques, je répondrai que justement cette dépendance où risque de choir le mouvement ouvrier le conduit à sa perte et à sa disparition.

Les anarchistes ont donc un beau rôle à jouer et très profitable, en se posant en défenseurs irréductibles de l'indépendance syndicale.

Mais pour cela il ne faut pas qu'on puisse leur retourner le reproche qu'eux-mêmes font aux autres. Certes nous savons que l'objection serait spécieuse en raison même de ce que l'anarchisme n'est pas constitué en parti politique et ne risque pas de le devenir.

Mais ce n'est pas à des anarchistes que nous avons affaire, ce ne sont pas les nôtres que nous avons à convaincre. C'est la grande masse des prolétaires endoctrinés par les partis et par leurs chefs.

Avec ces prolétaires, nous nous rencontrons à l'usine, au chantier, au bureau. Le lien indissoluble qui nous unit à eux, ce n'est pas l'idéal anarchiste. C'est l'identité de la situation qui nous est faite, à eux et à nous, par l'exploiteur capitaliste. Avant d'être des anarchistes nous sommes des hommes d'unité à d'autres hommes la solidarité d'un sort commun contre lequel nous nous rebellons. Et tout exploité est notre frère dès le moment où il est « conscient » ainsi que le proclame excellemment la Charte d'Amiens — « de la butte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Nous cherchons à faire prévaloir auprès des travailleurs notre conception révolutionnaire et nous démontrons que l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme ne peuvent définitivement disparaître qu'en ajoutant à l'abolition du patronat, la destruction de l'Etat. Alors nous entrons en conflit avec nos adversaires socialistes et communistes puissamment armés par un appareil formidable de propagande.

Mais nous avons cependant pour nous l'avantage de la logique et de la vérité quand nous dénonçons les méfaits de cette propagande néfaste dont les menées occultes trahissent les intérêts des travailleurs.

Et notre défense passionnée de l'indépendance du syndicalisme à d'autant plus de force qu'il est impossible de nous accuser d'utiliser le mouvement syndical aux fins particulières de notre propagande anarchiste.

Il me paraît qu'il suffit largement à celle-ci que le syndicalisme, après des compétitions politiciennes, redevienne le mouvement spontané de la libération autonome du prolétariat. Car à ce moment-là l'anarchisme n'aurait pas grand effort à faire pour s'imposer aux masses comme la solution logique du problème social.

LOUIS ANDER.

Des vacances de la fidélité à la crainte de l'électeur

Maintenant que le Front populaire est mort et bien mort, maintenant que le programme sur lequel il s'est fait élire demeure vierge de toute réalisation, maintenant que les électeurs, bernés une fois de plus, peuvent mesurer l'abîme qui sépare les promesses électorales des réalités, le partage des responsabilités amène du grabuge dans les partis qui firent la conquête des masses populaires sous la même bannière de Pain, Paix et Liberté.

Ne parlons pas des radicaux qui ont déjà tiré leur épingle du jeu en se rapprochant de la droite et en laissant tomber leurs alliés d'hier.

C'est entre socialistes et communistes, que se manifeste avec le plus d'acuité, la mauvaise humeur vraiment « cordiale » qui caractérise les rapports des deux partis.

Les communistes, avec le cynisme inimitable qui les caractérise, dénoncent « les vacances de la fidélité » au programme du F.P., et en rejettent la responsabilité uniquement sur le dos des socialistes.

Le parti communiste se glorifie que dans les dix-neuf jours qu'a duré la session parlementaire, « il ait tout fait pour obtenir que les choses changent ».

Ainsi s'exprime Cogniot dans l'Humanité de mardi. Le malheur, c'est que le Front populaire a duré un peu plus de dix-neuf jours... Et que les

promesses faites aux électeurs devaient être réalisées dans un temps minimum.

Certes, les stalinien ont raison de reprocher aux blumistes leur carence et leur impéritie. Ils ont apporté un joli bilan de faillite : la non-intervention, les dévaluations, la fiscalité aggravée, la vie chère, les conquêtes sociales, acquises par l'action directe, menacées, les 40 heures abolies, et les Deux Cents Familles plus arrogantes que jamais, sans parler de l'agitation fasciste et réactionnaire triomphante.

Mais les responsabilités sont à répartir équitablement sur tous les partis de la majorité, et d'abord sur les communistes. Leur emprise sur les masses leur permettait de mener une politique « active ». Ils n'ont su et voulu qu'organiser des démonstrations et des vociférations platoniques. Ils n'ont su que « terminer les grèves ».

Aujourd'hui, les uns et les autres, devant la crainte de l'électeur, s'accusent mutuellement. Car, au fait, la prochaine foire électorale n'est plus si loin... Et pour couillonner une fois de plus les porteurs de bulletin de vote, il s'agit de jouer serré.

Mais peut-être ceux-ci se souviendront-ils utilement en 1940 que les seuls résultats obtenus en 1936, le furent non par l'action électorale dont on mesure aujourd'hui mieux que jamais l'inanité et la nocivité, mais par l'action directe des travailleurs.

Quels sont les idéologues ?

par Lashortes

L'optimisme renaît décidément au camp des « démocraties ». Notre presse respire : les entreprises trop hardies des gouvernements totalitaires paraissent enfin jugulées. L'énergie dont viennent de faire preuve les gouvernements associés de Londres et de Paris semble avoir renversé heureusement la conjoncture jusqu'à présent défavorable. Et sans doute feint-on d'oublier, dans les organes du Front Populaire, que la collaboration de l'Angleterre a été achetée bien cher. Il a fallu adhérer pour cela à la politique de M. Chamberlain en Espagne et l'on sait que cette politique consiste à sacrifier délibérément les aspirations du peuple espagnol au profit de combinaisons ploutocratiques élaborées par la City et qu'on a le droit de représenter comme une tentative de médiation hautement humanitaire.

Ce n'est pas notre intention de les discuter objectivement ni d'examiner dans quelle mesure elles ont des chances de s'imposer. Nombre de facteurs peuvent intervenir — parmi lesquels la volonté des dictateurs d'imposer à tout prix la solution de leur droit et celle du prolétariat espagnol de ne pas faire les frais de l'opération — qui peuvent modifier considérablement le cours des événements tel qu'il a été prévu par les hommes politiques franco-anglais. Mais au moins — dira-

t-on — la paix est sauve et voilà l'essentiel... Nous ne pouvons souscrire à ces assurances. Il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner sur quels indices celles-ci prétendent se fonder. Le premier, c'est que, grâce à la communauté d'action de la France et de l'Angleterre, le redoutable problème tchéco-slovaque est résolu. Les élections enfin terminées et sans autre incident ont permis de constater la force du gouvernement de Prague. Sans doute plus de 90 0/0 (un rien, comme on voit) des suffrages allemands se sont portés sur les candidats nationaux-socialistes, partisans de la scission et du rattachement au Reich, mais l'essentiel est que ce rattachement soit, pour l'instant, évité. On espère bien que les négociations entre M. Hodza et les représentants du parti des Sudètes permettront un règlement convenable. En tout cas le prétexte d'une solution par la violence, c'est-à-dire par une intervention du Reich, est supprimé. On n'en demande pas davantage. La seconde raison de croire à la paix est dans les difficultés croissantes, pour ne pas dire les débâcles, qu'éprouvent les gouvernements dictatoriaux. Hitler n'est pas encore parvenu à réaliser l'Anschluss, le véritable, celui qui fera de l'Autriche une province allemande semblable à la Bavière ou à la Westphalie. Ce n'est un secret pour personne que les Autrichiens,

nazis compris, résistent à la mise au pas et qu'en dépit des violences, s'affirme une volonté de tenir tête à l'oppression de Berlin. Le Petit Parisien, sous la plume de M. André Salmon, donne là-dessus des détails horribles (tels que la menace de grève des « fossyeurs du cimetière de Vienne ») et suggestifs qui permettent de croire qu'ils n'auront pas l'Autriche, pas plus qu'ils n'ont eu l'Alsace et la Lorraine et qui permettent à tout le moins d'espérer que le Reich occupé à digérer Vienne n'aura pas le loisir d'inquiéter l'Europe. Enfin, le Duce, lui-même, apparaît fort gêné aux entournures par certains développements de la politique autrichienne qu'il a imposé à l'Italie. Les récents entretiens entre le comte Ciano et M. Stoyadinovitch pour la fourniture du blé qui manque à l'Italie, sans que celle-ci ait à transférer de l'or, ne sont pas seulement la preuve d'un malaise économique, mais passent, elles témoignent des difficultés de plus en plus redoutables auxquelles le fascisme doit faire face pour persévérer dans sa politique de prestige. Ici encore, par conséquent, il y a des chances pour la paix.

Nous ne réfutons pas un à un ces arguments. Nous admettons aussi qu'ils ne puissent s'interpréter à l'inverse des gloses officielles. Mais à qui fera-t-on croire que la paix se fonde jamais sur de

pareilles bases. Il faudrait donc, pour qu'elle demeure, que les minorités allemandes de Tchécoslovaquie restent toujours sous le joug et que l'Allemagne et l'Italie voient s'éterniser les difficultés politiques où elles se débattaient. Faut-il et combien immorale perspective. Et si vaine ! A-t-on déjà oublié ces années d'après-guerre où la France prétendait établir ainsi sa sécurité sur l'asservissement politique et la misère de l'Allemagne ? Qu'en est-il résulté de bon ? Dans un temps où l'interdépendance économique généralise, à plus ou moins longue échéance, les dépressions aussi bien que la prospérité, va-t-on prendre son parti d'une politique qui fait du malheur ou des embarras de certaines nations la condition du bonheur des autres ?

En bien, non ! Dussions-nous passer pour des idéologues atteints, comme le dit Ziromsky, de « pacifisme infantile » nous continuerons à nous élever contre cette monstruosité. Au nom de la morale — pourquoi pas ? — au nom de la justice, au nom de la solidarité humaine, nous nous refusons à nous associer à cette politique de violence qui perpétue et aggrave les causes profondes et réelles des conflits entre les peuples. Nous pensons qu'aucune paix n'est durable qui ne corrige pas les aberrations des traités et qui ne se préoccupe pas, comme l'écrivait une militante socialiste, de faire bouillir la soupe de l'Europe, de toute l'Europe, sans que personne ne soit mis au pain sec. Cette paix juste d'aucuns pense encore que la politique de force des démocraties solidement unies sur le terrain économique, diplomatique et militaire est capable de l'imposer. La motion votée pour le congrès des Indirectes l'affirme en termes péremptoirs. C'est oublier que les démocraties sont décidées à conserver leurs positions impérialistes avec autant d'ardeur que les régimes de dictature veulent améliorer les leurs. Là voilà bien l'idéologie !

Une telle paix, seul le prolétariat, parce qu'il est essentiellement désintéressé et pacifique, est capable de la vouloir et de la réaliser.

LASHORTES.

Où l'odieux rejoint le ridicule

L'arrivée des souverains anglais en France vient d'avoir des résultats vraiment imprévus. Tout le monde se moquait des précautions extraordinaires envisagées pour la protection de nos « hôtes royaux ». Mobiliser les officiers et sous-officiers de réserve, faire défiler l'insignifiant George VI et son épouse entre les rangs de flûtes ; garnir les fenêtres des maisons sur leur passage de « bouillottes » en service et de « supplémentaires », apparaissait complètement ridicule, mais avec Sarraut, le ridicule rejoint toujours l'odieux.

Pourquoi toutes ces précautions ? L'idée ne viendra jamais à la pensée d'un militant révolutionnaire d'abattre un être aussi fatot que ce roi de vaudeville qui ne peut apparaître sur l'écran sans immédiatement déclencher un immense éclat de rire tant il a l'air idiot. Mais pour prouver qu'il est un homme à poigne, l'homme du Sphinx fait traquer tous les militants anarchistes étrangers. La presse réactionnaire, toujours à l'affût d'une saloperie, a été jusqu'à imaginer que les « tueurs » de la F.A.I. auraient franchi les Pyrénées munis des papiers de miliciens français tués en Espagne, pour accomplir leur « triste besogne ». Pourquoi pas toute la 43^e division, pendant que nos journalistes étaient en vaine d'imagination !

Ce sont des bobards de cette espèce qui « légitiment » les persécutions contre nos camarades étrangers. Il est des instants où l'on se demande si le Sarraut ne voudrait pas voir ses craintes se réaliser.

Et pendant que ces faits scandaleux se produisent, les Gagulards sont mis en liberté, les derniers qui demeurent emprisonnés sont mis au régime politique. Fournant si notre gouvernement doit avoir des craintes pour la santé de son invité, c'est peut-être de ce côté qu'il devrait tourner les yeux. Ceux-là sont aux ordres de gouvernements qui verraient sans doute avec plaisir le pauvre Jojo-le-Bègue passer de vie à trépas sur notre sol. Aux ordres de ces gouvernements, ils ont fait sauter les maisons de la rue de Presbourg, ils ont assassiné les frères Rosselli, ils se sont rendus coupables d'autres atrocités. Que Sarraut et ses sous-ordres s'occupent donc de ces terroristes et qu'ils laissent tranquilles les travailleurs étrangers venus se réfugier en France.

APRÈS LA FÊTE

Les camarades qui auraient encore des billets non payés d'entrée à la fête du 17 au 18 juin, aux grands centres phosphatiers de Khouiriga et de Louis-Gentil, où l'Office chrétien des phosphates emploie quelque 4.000 ouvriers fonctionnaires. Centrales électriques, garages, ateliers, bureaux, furent occupés et le courant électrique coupé, rendant tout travail impossible.

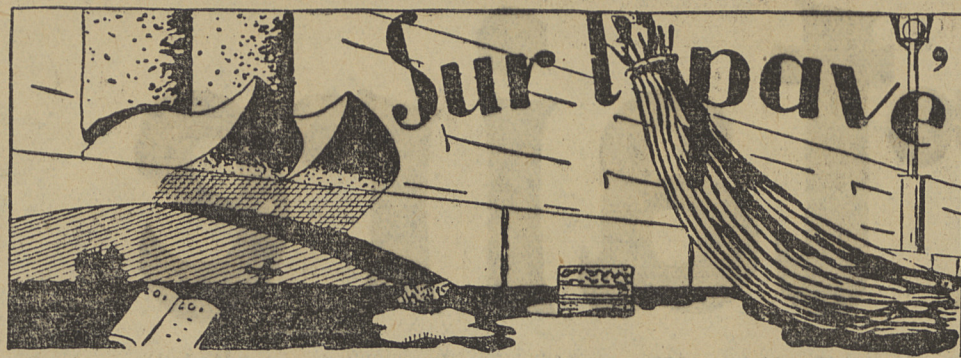
La remise des lots se fera, rappellent-ils, à la fête de Garches qui aura lieu dans le courant d'août.

Pour les Photographes

On verra en 6^e page quelques-unes des photos que nous avons retenues, parmi les mieux réussies.

Ajoutons que nous recevons cette semaine encore les épreuves les meilleures et que la semaine prochaine nous en publierons d'autres.

Enfin, prenez-en note, il y aura des primes pour les gagnants ! Deux jolies jumelles récompenseront les meilleurs praticiens de l'objectif.



PROPOS D'UN PARIA

Trafic d'armes !...

Je comprends pourquoi les pacifistes plus ou moins intégraux sont devenus la bête noire d'un tas de gens et surtout des « pacifistes bellicistes », c'est-à-dire de ceux qui prétendent que pour avoir la paix, il faut d'abord faire la guerre.

Après la pluie, le beau temps. Après le massacre, l'accalmie, la paix.

Il faut être dénué de toute intelligence pour ne pas admettre ce raisonnement aussi simple que logique.

Comment peut-on apprécier à leur juste valeur les joies familiales et autres dans le bien-être et la liberté si l'on n'a pas eu à subir les effroyables drames que suscite la guerre ?

Vous me direz que beaucoup de ceux qui font la guerre ne sont plus là... après ?

Arrêtez-vous !

Seriez-vous assez lâches, assez égoïstes pour ne pas consentir à faire le sacrifice de votre vie pour assurer quelques décades de paix à vos enfants, ou, si vous n'en avez pas, à ceux de vos semblables ?

Je sais que des personnages que je ne saurais trop qualifier de défastistes ont proclamé, et tenté de prouver, les malheurs, à l'aide de chiffres, que la guerre ne paie pas !...

Encore une erreur qu'il convient d'effacer de l'esprit mal fait des théoriciens fumeux qui l'ont commise.

S'ils avaient précisé : « la guerre ne paie pas tout le monde et encore moins ceux qui la font » peut-être seraient-ils tentés de leur donner raison.

Mais la guerre paie.

Elle paie les fabricants d'armes, les fournisseurs divers des armées, elle enrichit un nombre considérable de malins, d'intermédiaires, de courtiers partageant leur activité entre la vente de poison aux intoxiqués et celle d'outils de meurtre aux amateurs de carnage.

Les gazettes sont remplies des hauts faits de cette bande innombrable dont les ramifications s'étendent dans tous les pays du monde et qui tire sa subsistance dans l'exploitation de la folie des hommes.

Encore faut-il faire une différence entre l'intoxiqué et le guerrier.

Le premier ne s'en prend qu'à lui-même, tandis que le second entend faire d'abord à tous ceux qui n'ont pas su la manière de vivre en société le même point de vue que le sien.

Mais le marchand de mort ne s'inquiète pas de ces subtilités, il a des clients, de plus en plus nombreux, il roule auto somptueuse, sable le champagne avec les poules de luxe, habite châteaux princiers pendant que ses victimes tombent dans une tranchée boueuse ou agonisent lentement dans un hôpital.

Ses victimes ? C'est bientôt dit ! Il faut reconnaître qu'elles peuvent en bien des cas faire leur mea culpa !

Ce qui, du reste, ne les empêchera pas de crever bêtement, ou glorieusement, au choix.

Larue-Michel.

N'Y TOUCHEZ PAS



Depuis qu'il n'est plus au pouvoir, Blum retrouve dans le Populaire tout son esprit critique de grand « logicien ». Les conquêtes ouvrières trouvent en lui un défenseur acharné. Le dernier discours de Lebrun a eu le don de le faire cabrer. L'homme de l'Elysée ne parle-t-il pas de la nécessité du supplément d'efforts pour les travailleurs que commande la nécessité de la défense nationale.

Blum se dresse, il défend la semaine de 40 heures : « N'y touchez pas. » Mais pourquoi faut-il que Blum, dans le même article, se glorifie d'avoir obligé les patrons à y toucher.

Tout le passage serait à citer. Contentons-nous de cette seule phrase : « Il (Lebrun) n'a pas dû oublier davantage que nous n'avons pas rencontré le même empressement du côté patronal, et que, par exemple, les constructeurs de cellules nous déclaraient ne savoir que faire du supplément de cinq heures hebdomadaires qui était mis à leur disposition. »

Ainsi donc, les patrons se refusaient de saboter les 40 heures, et ce fut Blum, avec l'appui de la Fédération des Métaux, qui leur a forcé la main. Comme on peut voir, les intérêts des ouvriers étaient en de bonnes mains.

L'aveu est de taille ; mais alors pourquoi, aujourd'hui, s'écrier : n'y touchez pas ?

CALOMNIEZ, CALOMNIEZ TOUJOURS



L'Humanité du 20 juin publie un entrefilet discret. Il s'agit d'une mise au point pour un article paru le 5 janvier. Cette mise au point a mis plus de six mois pour voir le jour, elle a vraiment pris le chemin des écoliers. Il est vrai que l'Humanité dit pas combien il y a de temps qu'elle l'a reçue.

Elle se rapporte à la malheureuse affaire Diaz-Martinez. Tous nos lecteurs se rappellent l'odieuse campagne de toute la presse bolchevique contre notre camarade Martinez, et couvrant son cadavre des pires calomnies. Les agents de Staline ne reculeront pas devant la dénonciation à la police de camarades espagnols et italiens, coupables d'être les amis de Martinez, allant jusqu'à demander leur expulsion de France.

La mise au point émane de camarades qui avaient été mis en cause par l'Humanité, qu'elle accusait d'être des agents du fascio italien. Ces camarades vaguement sympathisants communistes, protestèrent contre une telle assertion. Il a fallu qu'ils attendent six mois, et sans doute pas mal de démarches, pour que leur rectification passe. Cette rectification est à jour d'hui sans effet. Pendant six mois ces camarades ont pu être considérés comme des agents de Mussolini par leurs camarades d'ateliers, parce que l'Humanité l'avait publié sans preuve.

Ces procédés devraient à tout jamais con-

damner ceux qui les emploient. Mais, nos Nacos s'en moquent, leur devise est toujours celle de Basile : « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. »

TOUT... MAIS PAS ÇA



Les fonctionnaires, gens généralement paisibles, parlent de se mettre en grève pour arracher le relèvement de leurs traitements que n'ont pu obtenir, par leurs démarches les députés de gauche.

Il ne manquait plus que ça. M. Léon Bailby, dans le Jour démontre clairement que cette grève serait vouée à l'échec. Il tombe en effet sous le sens, dit-il, que telle usine privée peut chômer demain. La situation est déplorable à tous points de vue ; mais on s'y fait. Tandis que si les chemins de fer s'arrêtent ou si l'électricité nous refuse sa lumière et sa force motrice, c'est là un trouble social qu'aucun gouvernement français, fût-il l'émancipation même de Moscou — ne pourra tolérer.

Chaque fois que des travailleurs passent à l'action directe ou menacent sérieusement d'y passer, le capitalisme tremble.

M. Bailby, fidèle serviteur des trusts, gueule avant qu'on le touche.

Fonctionnaires comprenez-vous la force que représente votre action ?

UN « TRAITRE » EST MORT



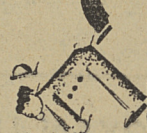
Les journaux nous apprennent la mort d'Henri Guilbeaux. Journaliste de talent, d'esprit libéral, il avait collaboré et dirigé avant la guerre différents revues dont l'Assiette au Beurre, la Revue des Revues.

Réformé pendant la guerre, il s'était réfugié en Suisse, où il avait fondé la revue pacifiste Demain. C'est là qu'il fit la connaissance de Lénine. Après la révolution d'octobre il se rendit en Russie où il adhéra au parti bolchevique. En 1919, il fut condamné à mort par contumace, par le conseil de guerre de Paris, pour haute trahison.

Rentré en France en 1932, il fut acquitté, l'inculpation de haute trahison ayant été abandonnée. Depuis longtemps il avait rompu avec le parti communiste. Pendant quelque temps il flirta avec les éléments d'extrême-gauche, mais sur les derniers jours de sa vie, le pacifiste à tous crins d'autrefois se calma.

L'antipatriote, « le traître » Guilbeaux découvrit sans cœur un amour profond pour le sol français, digne de celui de Doriot ou de Maurice Thorez. Il avait quitté le parti communiste trop tôt. Et pour la première fois le terme de trahison pouvait être employé avec justesse pour lui.

RECEPTIONS RIDICULES



Chaque jour nous apporte un détail nouveau sur la cérémonie de réception des souverains anglais.

La dernière en date est la réception à l'Opéra. Une partie de la troupe de la Comédie-Française fera la haie sur les escaliers vêtue de noir, et portant des flambeaux. Au-dessus des loggias, les trompettes de la Garde Républicaine salueront l'arrivée du roi.

Malgré tout l'idée ne manque pas d'originalité. Qu'attend Sarraut pour organiser une réception au Sacré-Cœur ? Sur les escaliers il pourrait organiser une double haie avec les pensionnaires du Sphinx et autres maisons similaires, en tenue de travail tenant en guise de flambeaux les attributs professionnels.

général Nogues, n'entendent-ils point avoir engagé de pareilles dépenses impunément. Et quand on nous dit en le soulignant : « Après les sommations d'usage, les grévistes jugèrent prudent d'évacuer les locaux sans condition », cela signifie qu'on n'eût point hésité, s'ils se fussent montrés moins « prudents », à tirer dans le tas. Chose d'autant plus commode là-bas, où la fraternisation des soldats avec les grévistes n'est pas à craindre, la force armée étant composée de gardes mobiles, de « régulières » et de vovous de la Coloniale ou de la Légion étrangère.

Voici donc, jugé d'après ses œuvres, ce qu'est un « bon officier » républicain. La leçon pourra, je pense, profiter à tous ceux qui s'imaginent qu'un individu appartenant à la caste militaire peut être autre chose qu'un défenseur du capital, un agent de la classe au pouvoir et qui ne recule devant aucune infamie, devant aucun crime pour remplir sa fonction. Là encore, en remplaçant Peyrouton par Nogues, le Front populaire n'a rien fait. La solution n'est pas là. Que tous les prolétaires le comprennent. En système capitaliste, un politicien ne saurait faire autre chose que son office de politicien, un filic autrè chose que son métier de filic, un officier autre chose que tenir son rôle d'officier. Et il se trouve que, sous tous les régimes, démocratie, république, monarchie ou dictature du prolétariat, ces fonctions infamantes de par leur nature même ne sauraient convenir qu'aux traîtres, aux brutes et aux plus parfaites canailles.

MAURICE DOUTREAU.

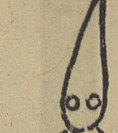
Notre service de Librairie

Nous rappelons à nos lecteurs, qu'en dehors des titres d'ouvrages qui sont annoncés périodiquement dans Le Libéraire, nous pouvons leur fournir tous les ouvrages vendus actuellement chez les libraires.

Comme nous ne pouvons faire aucun envoi contre remboursement, toute commande doit être accompagnée de son montant, plus les frais d'envoi, au compte chèque postal A. Schek, 9, rue de Bondy, Paris 487-78.

(V. en 6^e page notre catalogue de librairie.)

TERRORISTES UKRAINIENS



Dans notre dernier numéro du « Lib », nous annonçons la mort de Schwartzbard, le justicier de Petlioura. En abattant l'ancien chef ukrainien, Schwartzbard, s'était écrié : « Je venge 100.000 Juifs assassinés en Ukraine ». Et comme pour illustrer cette mort, les journaux nous apprennent la fin d'un des lieutenants de Petlioura, terroriste ukrainien, qui par une décision du sort vient d'être victime d'un attentat terroriste.

Toute la presse s'est saisie de ce fait divers, et commente avec force de détails la vie mouvementée de l'aventurier Konovalev. Nous, nous ne nous occupons absolument de l'activité de ce colonel pour la délivrance de « sa mère patrie », nous ne retenons qu'un fait, ce pogromiste ainsi que son chef a bien mérité son exécution.

LES FRERES ASHKENAZI



Nos camarades juifs parlant yiddish, peuvent goûter l'art savoureux du spectacle profondément humain des frères Ashkenazi au théâtre de la Porte Saint-Martin. Il est simplement regrettable que le prix des places de ce théâtre concorde mal avec le salaire des prolétaires.

Nous assistons dans cette pièce au développement formidable de la Manufacture de Lodz, en Pologne, grand centre de textile. Au remplacement de la vieille production et des normes mi-féodales par une structure nettement capitaliste où règne l'exploitation la plus inhumaine.

Las de cette honteuse exploitation, les ouvriers juifs se révoltent et veulent secouer le joug qui les opprime. Un samedi matin, les tisseurs, pratiquant la religion orthodoxe, interrompent leurs prières dans la synagogue pour élaborer un cahier de revendications. La révolte gronde. Ils menacent de déclarer la grève si ces revendications ne sont pas acceptées. Ils prêtent serment et fondent leur premier syndicat. De ce moment, se déroule une guerre de classe implacable, il s'ouvre un abîme infranchissable entre exploités et exploités ; d'un côté, les « Barons » de la Manufacture, fabricants juifs et allemands avides et pousseurs ; de l'autre, les prolétaires, juifs, polonais et allemands. La barrière des races est détruite et remplacée par l'esprit de lutte de classe chez tous ces ouvriers de nationalité différente. Il n'existe plus que la souffrance humaine commune pour tous ces êtres de races et de religion opposées. Les perspectives d'une vie meilleure les unissent dans la lutte.

Dans toutes les scènes, il y a beaucoup de compréhension de la vie et de vérité sociale, qualités trop souvent rares dans l'art dramatique juif.

Ce sont là les germes annonciateurs du vrai théâtre populaire, anticapitaliste et socialiste.

Monsieur Dubalai.

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE organisée par Les Combattants de la Paix le VENDREDI 24 JUIN à 20 h. 30 Salle Susset 200, quai de Valmy (Mét. Jaurès) Causerie par Henri Jeanson sur L'ENVERS DE L'ECRAN Sur scène, les grands artistes : Edith Piaff - Maurice ROSTAND René RUQUET - Raym. SCUPLEX Et projection intégrale du grand film : « ON LUI DONNA UN FUSIL » Prix unique des places : 10 fr.

Dans notre boîte aux lettres

Sur le séjour des étrangers en France

Un de nos correspondants de Lille nous adresse cet article dont le ton juste et mesuré donne force à l'argumentation.

La presse bien pensante se déchaîne depuis les décrets sévères de Sarraut-boulanger contre les étrangers. Bien entendu, les rumeurs de la loi s'appuient sur l'argument que les ravaillards, les riches eux, obtiennent facilement les permis de tourisme qui les autorisent à séjourner en France.

Il est bon de rappeler à toute occasion que nombreux sont les étrangers qui ne sont venus chez nous, qu'en raison de demandes de main-d'œuvre, pour remédier, dit-on, à la pénurie de travailleurs, et l'on pourrait poser la question : qui les a fait venir ?

Nous pensons que les humains ne sont pas plus ou moins bons, selon le côté de la frontière qui les a vu naître. Les laras comme les qualités sont inégalement réparties entre les individus.

Il faut constater que lorsqu'un travailleur français offre ses services, il doit en même temps fournir des références, prouver qu'il se conduit bien, et surtout avoir un certain temps, prouver qu'il n'appartient pas à une organisation syndicale et surtout à la C.G.T.

Qu'importe les excellents certificats, les nombreuses années passées au service d'une même exploitation, parfois même les décorations qui attestent qu'il a fait son devoir au cours de la guerre et du droit de la liberté, et qui pourtant n'a abouti qu'à consolider les privilèges capitalistes ; s'il est détenteur de la carte cégétiste, pas d'emploi pour lui.

Pour le remplacer on formule une demande d'introduction de main-d'œuvre étrangère.

Dès ce moment on ne pense plus aux références, on reçoit et on accepte l'ouvrier de remplacement quel qu'il soit, sans s'enquérir de son passé.

Il a toutes les qualités, puisque sa présence permet de réduire à la misère celui dont le seul crime est d'avoir osé user des droits que lui confère la loi.

Il y a plusieurs moyens de limiter les risques d'accidents graves, d'abord d'employer la main-d'œuvre locale que l'on connaît bien, même quand elle use du droit de s'organiser légalement, puis pratiquer un contrôle sérieux des candidats lorsqu'il s'agit d'ouvriers, car nous pourrions citer bon nombre d'employeurs qui ne se montrent qu'une emprise pour se soumettre aux lois françaises et aux rôles de l'insécurité. Pas de sévérité ou d'indulgence unilatérale.

R. DUBOIS.

UN BON OFFICIER REPUBLICAIN

S'il en est un à qui fut décerné ce titre et que tous les hommes de gauche saluèrent comme un des leurs, ce fut bien le général Nogues, remplaçant M. Peyrouton à la résidence générale du Maroc. On se souvient des campagnes de l'Humanité et du Populaire contre le fonctionnaire pro-fasciste et par quels cris de joie fut accueilli son départ et la prise de possession du siège par le général Nogues.

En rejoignant son poste, le « bon officier républicain » ne manqua point de déclarer aux journalistes que l'interviewé : « Je continuerai au Maroc la politique du maréchal Lyautey. » Pour qui connaît le régime qu'instaura Lyautey, les canilleries qu'il pratiqua à l'égard des indigènes, la répression qu'il exerça, cette parole de Nogues était simplement annonciatrice que rien n'allait changer et, qu'au travers de Lyautey, Peyrouton, le Front populaire et le général Nogues, la politique de l'impérialisme français continuait, avec ce qu'elle comporte d'odieusement libératrice et de basement spoliateur.

Et voici qu'aujourd'hui, conséquence inévitable, cet excellent fonctionnaire des intérêts de notre bourgeoisie nationale qui favorisait certains trafics au bénéfice du général Franco, s'illustre dans un conflit social qui met aux prises ouvriers et patrons de l'Office Chérifien des Phosphates, et reçoit pour sa « ferme attitude » les félicitations de toute la presse réactionnaire. Voici ce qu'écrivit le Jour à ce sujet :

Casablanca, 20 juin. — Une grève générale a été subitement déclenchée dans la nuit du 17 au 18 juin, aux grands centres phosphatiers de Khouiriga et de Louis-Gentil, où l'Office chrétien des phosphates emploie quelque 4.000 ouvriers fonctionnaires. Centrales électriques, garages, ateliers, bureaux, furent occupés et le courant électrique coupé, rendant tout travail impossible.

Le général Nogues prit aussitôt d'énergiques mesures et envoya sur place des éléments de troupe et de garde mobile. Après les sommations d'usage, les grévistes jugèrent prudent d'évacuer les locaux sans condition.

Le général Nogues a pris, en effet, les décisions suivantes : refus de négocier tant que le

travail ne sera pas repris ; mesures pour protéger la liberté du travail ; enquêtes suivies de sanctions et de poursuites judiciaires pour tout acte commis en contravention des règlements ; les agents ou ouvriers qui ne seront pas à leur poste mardi 21 juin seront licenciés ; la troupe sera maintenue dans les centres miniers aussi longtemps que besoin sera.

Et se réjouissant de la vigueur avec laquelle la grève fut brisée, la feuille de Bailby souligne : « Les mesures qu'elle (la Résidence générale) vient de prendre nous ramènent aux époques d'énergie auxquelles le règne de M. Blum avait mis fin. »

Nous ne pensons pas, personnellement, que le règne de M. Blum, qui vit les assassinats de Met-laoui, Clichy, etc., interrompt tellement les « époques d'énergie ». Seule, l'agitation ouvrière et l'action directe des travailleurs tirent en échec la réaction. Le Jour, qui a d'ailleurs cela de commun avec bien des admirateurs du Front populaire, prend l'effet pour la cause.

Mais nous savons qu'il se réjouit de voir revenus les temps de répression où s'illustrèrent Clemenceau, Poincaré, Tadiou, Laval et, au Maroc, le sinistre Peyrouton. Or, qui fait renaitre ces « époques d'énergie » là-bas ? Un « bon officier républicain ». Nul doute que les ouvriers communistes employés aux centres miniers de l'Office chérifien, des phosphates n'aient compris, eux qui devant le déploiement de forces qu'a suscité leur grève ont dû abandonner les locaux devant l'armée. Car, qu'on ne s'y trompe pas, ce ne fut point un service d'ordre platonique qui fut envoyé par le Résident, « le général Nogues », nous dit encore le Jour, étant décidé à briser « par tous les moyens appropriés » tout renouveau d'agitation rouge au Maroc.

Et il nous donne un chiffre qui permet de juger : à la fois des bénéfices que peuvent réaliser les actionnaires des mines de phosphate et de l'importance de la troupe mobilisée :

« En vingt-quatre heures, les frais occasionnés par le manque à gagner et les envois de troupe se montaient à un million de francs ».

Aussi les capitalistes et leur mandataire, le

La 43^{me} division a répondu

L'héroïque 43^{me} division a dû abandonner son dur combat. Pendant deux mois, au milieu des neiges, ayant à souffrir du froid, de la faim, sans artillerie, sans avions, sans munitions, elle a tenu. Elle a résisté à tous les assauts. Elle eût été inépuisable ; plus, elle aurait percé les lignes franquistes si elle avait disposé de l'armement nécessaire.

Sous le déluge de feu qui s'abattait sur elle, elle a dû se replier, elle a franchi la frontière française.

Les miliciens ont posé leurs malheureux flingols ; ils ont abandonné les quelques mitrailleuses qu'ils possédaient. Ensuite le fameux plébiscite a eu lieu.

La gille devait encore être plus forte qu'aux plébiscites précédents. Gille pour notre gouvernement mais gille aussi pour tous nos réactionnaires, qui déjà pensaient prendre leur revanche du plébiscite de Luchon, et aussi pour nos ultra-pacifistes partisans de la désertion.

Les journaux nous ont appris que ce plébiscite s'était effectué dans « l'impartialité ». Nous connaissons cette impartialité. En vertu de la non-intervention sans doute, les Franquistes avaient en la possibilité de coller des affiches vantant les beautés du régime fasciste et demandant aux miliciens de ne pas s'obstiner à combattre pour une cause perdue et de rejoindre l'Espagne rebelle. La réponse ne devait pas se faire attendre. A choisir entre la trahison et la mort la presque totalité répondit : la mort. A peine 3 % se prononcèrent pour Franco.

Une fois de plus les courageux combattants espagnols donnaient au monde la démonstration de leur volonté farouche de lutter jusqu'à leur dernier souffle contre le fascisme. Cette lutte ils l'ont volontairement acceptée, avec le courage calme qui est le leur, cet esprit de fatalisme oriental. Maintenant qu'ils l'ont acceptée, ils ne capituleront pas. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'ils n'avaient pas la possibilité de désertir. Ils l'ont prouvé. A un moment une fausse manœuvre du train et en raison des pressions qu'ils avaient subies leur fit craindre qu'au lieu de les diriger sur Cerdère on les dirigeait sur Hendaye ; immédiatement ils descendirent du train, et se refusèrent à remonter, il fallut que les commandants espagnols intervinssent pour leur faire reprendre leur place dans les wagons. Traversant le sol français ils auraient pu tenter d'en profiter pour désertir. Si pendant la guerre de 1914-18 des soldats français avaient eu à traverser des pays neutres le nombre des désertions auraient été considérable, surtout si ils avaient eu à considérer qu'ils se battaient pour une cause perdue.

Du même courage tranquille avec lequel elle avait combattu, la 43^{me} division a rejoint Barcelone pour reprendre sa place dans la lutte. Ces miliciens ne sont, sans doute pas des « grands révolutionnaires », capables d'analyser toutes les perspectives « justes » de la révolution. Ils ne mesurent pas les menaces de guerre au centimètre, ils ont été, malgré leur volonté, entraînés dans la plus horrible guerre civile que jamais le prolétariat ait eue à subir.

Le fascisme, la bourgeoisie internationale, se sont ligüés contre eux. Pendant des mois, ils ont espéré sur la solidarité effective de la classe ouvrière mondiale. Cette solidarité ne s'est exercée qu'en ordres du jour de sympathie, ou en de graves conseils techniques sur l'art révolutionnaire. Ce n'était pas ce qu'ils faillaient pour leur permettre de vaincre. Aujourd'hui ils n'espèrent plus ; mais ils sont dans la lutte, ils y restent, et ceci pour l'honneur et le bien-être de ce prolétariat international qui les abandonne.

Qui donc oserait nier que si ces hommes avaient eu le matériel nécessaire, depuis longtemps, ils seraient vainqueurs ? Toutes les arguments ne peuvent dissimuler cette vérité. Nos réactionnaires sont logiques lorsqu'ils attaquent, calomnient nos amis, ils défendent leurs intérêts de classe, mais

que penser de tous ces prétendus pacifistes, ces prétendus révolutionnaires qui, dans la crainte d'une guerre hypothétique dans laquelle leurs précieuses petites personnes seraient en danger, demandent aux travailleurs ibériques d'abandonner la lutte, les appellent à désertir un combat où ils ont été provoqués ?

La 43^{me} division leur a répondu.

Pour notre part au Libertaire nous admirons le courage des miliciens espagnols. Depuis le début des événements nous avons fait le maximum pour leur porter secours. Nous ne regrettons qu'une chose : n'avoir pu faire davantage, et dans la défaite plus encore que dans la victoire nous serons avec eux.

RENE FREMONT.

L'esprit partisan des staliens fait le jeu de Franco et affaiblit la résistance à l'avance fasciste

Samedi dernier, dans un discours retentissant, Négrin, chef suprême nominal de l'Espagne républicaine, a adressé un appel résolument optimiste à la résistance victorieuse. Dans les heures noires que traverse actuellement l'Espagne, cet appel ne rend pas pour nous le son rassurant que nous aimerions entendre. Chaque jour qui passe accroît le danger et renforce les lignes franquistes. Il n'est pas suffisant de se dire que les succès militaires de Franco ne consolident nullement sa situation morale à l'arrière. Il faut surtout que, parallèlement à la lassitude et à l'apathie qui caractérisent l'état d'esprit de la population civile à l'arrière fasciste, se renforce en raison inverse l'esprit de résistance et de confiance dans l'Espagne loyale.

C'est donc une politique criminelle que celle qui consiste à pratiquer un favoritisme partisan à l'avantage d'une certaine tendance politique et au détriment des autres.

On devine qu'il s'agit des communistes staliens. Bien que ni le P.S.U.C., en Catalogne, ni le P.C. en Espagne n'aient réussi à regagner dans les masses l'influence perdue à la suite des exactions et crimes commis après mai 1937, les dirigeants staliens ont cependant pu conserver dans les hautes sphères gouvernementales et militaires une influence déterminante. On ne peut pas dire que la marche des opérations militaires s'en soit heureusement ressentie.

Cependant les chefs d'état-major qui commandaient sur les fronts rompus récemment par les fascistes ont été maintenus dans leurs postes, malgré certaines fautes tactiques impardonnables. Mieux même, d'aucuns ont monté en grade. C'est ainsi que nous avons appris que Sarabia, sympathisant communiste notoire, et agent de Moscou, qui commandait l'armée du Levant de Tercel jusqu'à la mer quand ce front fut rompu, aurait été nommé chef des groupes de l'armée de l'Est, c'est-à-dire commandant militaire de toute la Catalogne.

La politique du gouvernement Négrin a été de favoriser systématiquement les communistes et leurs agents et d'éliminer des postes responsables les camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. Cette politique s'exerce fatalement au détriment de l'unité morale des divers secteurs antifascistes. Elle est génératrice de déceptions et de déboires. Elle est à dénoncer avec vigueur pour empêcher la responsabilité des fautes commises.

Dans les collectivités de Castille à Piedras Menaras

Dans le dernier numéro du « Lib. » nous avons présenté le conseil économique régional paysan de Alcala de Henares, aujourd'hui toujours grâce aux renseignements que nous livre « Campo Libre », organe de la fédération agricole du Centre, nous examinerons la collectivité de Piedras Menaras.

Vers Guadalajara, dans la montagne Alcarria s'étendait la plus vaste propriété de la région, elle couvrait 5.317 hectares. Elle se subdivisait en cantons aux appellations géographiques poétiques : Mendieta, Vallrio, La Rueda, El Llano, Cabeza Maria, El Arcejal, Ronquera, Mata Hermosa, El Bougano, El Toco, Fontales, Alto Fejado, Corrales, Nuevas, Mingo Lanzo, Nava del Peral y Piedras Menaras.

En chacun de ces « lieux » il y a trois ou quatre demeures qui sont séparées par une grande distance (on compte jusqu'à 13 heures de chemin de fer pour les camarades lors de leurs réunions syndicales ; cependant le lien qui unit les vingt-huit familles formant la collectivité n'en est pas desserré pour autant.

Le propriétaire de la montagne Alcarria était le marquis de Casa Valdes dont l'activité se réduisait à interdire la chasse des lapins, des lièvres, des perdrix avec le concours de sept gardes.

La propriété revint aux travailleurs par confiscation et les gardes ne sont pas les derniers à se féliciter du nouvel état de choses.

LE SYNDICAT

Piedras Menaras de par son emplacement est le centre le plus important parmi les métairies de la montagne Alcarria.

Là se trouve le bureau avec les registres de l'organisation locale.

Le 20 janvier 1937, le Syndicat fut constitué. En assemblée générale les travailleurs, poing levé décidèrent de vivre en collectivité. Ils furent en majorité à la C. N. T. et les autres à la U. G. T. Ils représentaient cent trente-six âmes humaines et voulaient vivre dans la dignité et la responsabilité personnelles.

L'ADMINISTRATION

Le bureau du Conseil d'administration ne rappelle en rien les locaux de direction de la bourgeoisie et cependant la comptabilité et le contrôle absolu de l'économie agraire y sont sévères.

Les responsables ont amplifié le nombre d'hectares cultivés cette année : les collectivistes s'en vont 13.000 kgs de blé blanc et 4.650 de blé noir ; 13.110 kgs d'orge, 3.600 kgs d'avoine, etc... il y aura aussi des pastèques, des melons et des pommes de terre.

Ils comptent pour le labourage, sur neuf paires de mules et sur des instruments de travail qu'ils ont eux-mêmes fabriqués. Ils possèdent trois faucheuses et une batteuse qu'ils ont achetées, etc...

LES TROUPEAUX

Ils possèdent de nombreuses chèvres, brebis, poules, abeilles... Ils ont rationalisé la reproduction, la sélection et le vétérinaire les aide presque quotidiennement.

Presque naguère, la dernière augmentation de la rémunération fut de trois pesetas, il était prévu comme avance 3,50 pesetas au minimum et 5,50 au maximum, cette différence était déterminée par les chefs de famille par paliers de 25 en 25 centimes.

Chaque collectiviste peut avoir dans son enclos jusqu'à 3 chèvres et 18 poules. Egalement il a à sa disposition une petite écurie afin qu'il puisse se rendre aux lieux de travail.

A l'économie, deux jours par semaine les travailleurs de la collectivité ont fait l'achat de denrées à un prix que nulle boutique ne pourrait consentir.

L'INDUSTRIE

Ils ont produit cent mille kilos de charbon qu'ils ont vendus à l'extérieur de la collectivité.

Ils ont amené l'énergie électrique d'une distance de 6 kilomètres, dans le but de faire tourner les machines et la pompe qui tirera l'eau d'un puits pour le jardin potager en projet.

Ils ont un complexe de 150.000 pesetas à la Fédération et la récolte prochaine leur en vaudra 30.000. La Fédération a projeté de construire dans la collectivité des pavillons et des locaux pour le troupeau et les machines ; pour la sélection et l'accroissement des bêtes domestiques, pour la confection de nouvelles ruches, enfin elle désire créer une école et les enfants pourront s'y rendre au moyen d'une camionnette.

Nous terminons cette étude par le cri d'enthousiasme de « Campo Libre ».

Compagnons de la Montagne Alcarria, soyez comme les abeilles de votre terre ! Que meurent les bourdons !

G. LAC.

QUELQUES RÉFLEXIONS TRÈS OPPORTUNES

Le marxisme et la disparition de l'Etat

(Suite) (1)

Que l'Etat se limite au pouvoir « répressif » exercé sur le prolétariat et au pouvoir « conservateur » jouant en faveur de la bourgeoisie, c'est là une thèse tronquée, car maintenant on examine l'Etat anatomiquement, physiologiquement.

Dans l'Etat, au gouvernement des hommes s'associe l'administration des choses ; et cette seconde activité est celle qui assure la pérennité. Les gouvernements changent ; l'Etat reste. Et l'Etat n'est pas toujours en fonction du pouvoir bourgeois ; ainsi, quand il impose des lois, met en route des réformes, crée des institutions en opposition avec les intérêts des classes privilégiées et de leurs satellites, en faveur des intérêts du prolétariat. L'Etat, de plus, n'est pas seulement le gendarme, le juge, le ministre. C'est aussi la bureaucratie si puissante, quelquefois même plus puissante que le Gouvernement. L'Etat fasciste est aujourd'hui, en Italie un peu plus complet qu'un organisme de police ou une administration d'intérêts bourgeois, parce qu'il est lié par un cordon ombilical à un ensemble de cadres politiques et corporatifs qui ont leurs intérêts propres qui ne coïncident pas toujours, et jamais complètement, avec la classe qui a porté le fascisme au pouvoir et à laquelle la dictature fasciste permet de conserver ce même pouvoir.

Marx et Engels avaient devant eux la phase bourgeoise de l'Etat et Lénine avait devant lui l'Etat russe, dans lequel le jeu de la démocratie était réduit.

Engels s'exprimait ainsi : « A un certain point du développement économique, qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, apparition de celle-ci fit de l'Etat une nécessité. »

« A l'heure actuelle, nous marchons à grands pas vers un stade de développement de la production dans lequel, non seulement l'existence des classes a cessé d'être une nécessité mais encore où elles s'avèrent comme un obstacle certain à la production. »

« Les classes disparaîtront aussi facilement qu'elles ont surgi. Et avec leur disparition l'Etat fondra inexorablement (« Origine de la famille et de l'Etat. »)

Engels retourne à la philosophie du droit naturel de Hobbes, dont il adopte la terminologie, ne laissant pas moins subsister la nécessité de dompter l'homme (*hominem lupus*), par la nécessité de régulariser le conflit entre les classes.

L'Etat aurait surgi selon Marx et selon Engels après que les classes se fussent formées et il aurait surgi en tant qu'organe de classe. Arthur Labriola (« Au delà du Capitalisme et du Socialisme », Paris 1931) dit à ce propos :

« Ces problèmes des « origines », sont toujours très compliqués. Le bon sens conseillerait que l'on fit sur elles quelque lumière et que l'on cherchât les matériaux idoines sans se faire d'illusions quant aux résultats. »

« L'idée de pouvoir posséder une théorie sur les origines de l'Etat est puérile. Ce à quoi on peut prétendre c'est d'être en mesure d'indiquer quelques éléments lesquels dans l'ordre historique ont été très probablement concouru à former le fait : l'Etat. »

« Maintenant qu'il y ait un rapport entre la venue des classes et la venue de l'Etat, c'est une chose évidente surtout si l'on veut se rappeler le rôle prédominant que l'Etat a tenu dans la naissance du capitalisme. »

D'après Labriola, l'étude scientifique de la genèse du capitalisme « confère un caractère de « réalisme » vraiment indiscutable aux thèses anarchistes traitant de l'abolition de l'Etat. »

Et il ajoute : « Effectivement la théorie qui consiste à voir comme effet de la mort de l'Etat, la mort du capitalisme paraît plus proche de la vérité que la thèse inverse. »

La relation qui existe entre l'Etat et la formation des classes n'implique pas une dépendance de celui-ci par rapport à celles-ci mais marque plutôt le contraire.

Ceci apparaît évident dans les études de ces mêmes marxistes quand il s'agit d'études sérieuses, comme celles de Paul Louis dans « Le Travail dans le monde romain » (Paris 1912).

D'après ce livre, il résulte clairement que le nouveau capitalisme romain s'est formé comme parasite de l'Etat et surtout que tel il a été protégé par l'Etat.

Depuis les généraux rapaces jusqu'aux gou-

verneurs depuis les agents du fisc jusqu'aux familles des « argentarii » depuis les employés des douanes jusqu'aux pourvoyeurs de l'armée, la bourgeoisie romaine se créa, grâce à la guerre et mieux que par n'importe quel autre moyen, l'interventionnisme de l'Etat dans l'économie, la fiscalité étatique, etc...

Et si nous examinons l'interdépendance qui lie l'Etat et le capitalisme nous voyons que celui-ci a tiré amplement son profit de celui-là, par des intérêts d'un caractère étatique et non purement capitaliste. Ceci est tellement vrai que le développement de l'Etat précède le développement du capitalisme. L'Empire romain était déjà un organisme très vaste et complexe que le capitalisme romain ne consistait encore qu'en une gestion ou exploitation à caractère familial.

Paul Louis n'hésite pas à proclamer : « Le capitalisme antique est né de la guerre. » Les premiers capitalistes furent effectivement les généraux et les « publicains ». Toute l'histoire des formations de « fortunes » est caractérisée par la constante présence de l'Etat.

Cette conviction que l'Etat fut et est le père du capitalisme et non pas seulement son allié naturel nous apporte comme conséquence cette autre conviction que la destruction de l'Etat est la condition « sine qua non » de la disparition des classes et un obstacle à leur résurrection.

N.D.L.R. — Cette étude a été extraite des numéros 924, 925 des 4 et 6 juin 1938, du journal C.N.T.

(1) Voir le Libertaire du 15 juin 1938.

Au Portugal

Nos camarades luttent contre la dictature

Selon les dernières nouvelles qui nous parviennent de ce pays, la situation devient critique pour la dictature. Des révoltes éclatent partout, et malgré que les prisons soient déjà pleines d'ouvriers et d'intellectuels antifascistes, à ces mouvements d'indignation populaire la dictature répond par des emprisonnements en masse non seulement d'ouvriers et d'intellectuels, mais aussi de militaires, ceux-ci commençant à comprendre que Salazar a livré son pays à la piraterie italo-allemande.

Les anarchistes, qui au Portugal sont depuis longtemps l'âme du mouvement ouvrier révolutionnaire, maintiennent héroïquement la lutte clandestine contre la dictature, et animent les organisations de la Confédération Nationale du Travail dans le combat contre la dictature.

Comme c'est presque toujours les anarchistes qui sont aux premiers rangs de la lutte, toute la férocité de la dictature s'abat particulièrement sur eux.

Ils sont les plus nombreux dans les prisons et les camps de concentration de Timor, de Angola, de Héroismo et de Artica. Des milliers et des milliers d'anarchistes endurent des souffrances effroyables, sur les terres de déportations et sont condamnés à une mort cruelle.

Malgré la féroce persécution policière contre nos camarades, la propagande clandestine contre la dictature s'amplifie de jour en jour ainsi que le sabotage du matériel de guerre livré à Franco. Salazar ne peut empêcher le peuple de manifester à tout instant.

La sympathie des Portugais pour leurs frères d'Espagne combattant Franco, fait le désespoir de Salazar. On arrête toutes sortes de gens espérant qu'ils donneront des indications permettant d'arrêter les agitateurs. Mais la police est dans l'impossibilité d'empêcher les manifestations de révolte contre la dictature.

Une grande partie de ceux qui soutenaient le dictateur ont compris que le fascisme c'est la faim et l'anéantissement des forces vitales de la nation.

Le peuple portugais reprendra dans un avenir qui semble proche, sa place parmi les peuples qui luttent pour une humanité meilleure.

Faux palliatifs à la crise Le protectionnisme

par Max STEPHEN

La situation difficile dans laquelle se trouvent bon nombre de travailleurs les fait chercher une issue par des moyens variés. L'un d'eux est le protectionnisme. Ils ne savent pas toujours que les mesures qu'ils réclament entraînent dans une politique économique ainsi dénommée, et dont les résultats sont désastreux pour le monde.

Les mineurs du Nord protestent contre l'importation de charbon anglais. Les ouvriers des chantiers navals s'indignent de ce que certaines compagnies fassent construire ou réparer leurs bateaux dans d'autres pays. Les vignerons dénoncent l'importation de vins étrangers... Et « così via ».

Ce que ne savent pas les travailleurs qui prennent cette attitude, c'est que, dans tous les pays, les autres ouvriers, d'autres paysans prennent la même attitude, et qu'ils s'élèvent contre l'achat de tissus français, d'articles de Paris, de vin de Bordeaux ou de Champagne comme ils protestent contre l'importation de tissus catalans, d'huile espagnole ou italienne, d'automobiles américaines, de pommes canadiennes, de lait condensé suisse, de chaussures tchécoslovaques ou de viande argentine.

Le protectionnisme est vieux. Il remonte en France surtout à l'époque de Louis XIV, ou Colbert voulut, au moyen de droits de douane très élevés, favoriser le développement de certaines industries (1). Et cela, sou-

lignons-le en passant, répondait à son désir d'enrichir la France en ne laissant pas sortir son argent à l'étranger, et, au contraire, en vendant les produits au delà des frontières afin de faire rentrer l'argent d'autres pays.

En Angleterre, il se manifesta au début par les droits imposés aux navires marchands hollandais et de la Hanse, qui pénétraient dans les ports britanniques afin de favoriser le développement d'une flotte nationale. Mais la royauté en profitait pour empêcher l'argent.

A mesure que le commerce international se développait, le système s'étendit et les droits d'entrée augmentèrent tellement que le commerce en souffrit énormément.

L'Angleterre, dont les théoriciens de ce qu'on appelle l'économie libérale réclamaient le libre échange, prit l'initiative pendant la première moitié du XIX^e siècle, de laisser rentrer d'abord le blé, puis d'autres produits dont elle avait besoin. L'ère appelée du libre échange s'ouvrit, mais elle ne fut jamais complète, car les théoriciens de l'économie libérale, eux-mêmes, recommandaient un certain protectionnisme.

C'est après la guerre que celui-ci se développa à nouveau. Les nations européennes, dont l'outillage avait été dévié de la production par la guerre, se remirent lentement à produire. Les Etats-Unis, qui les fournissaient et s'enrichissaient, virent leurs articles grevés de droits qui en élevaient le prix sur le marché continental, et permettaient de vendre mieux les articles sortis des usines de chaque pays importateur.

Mais la crise précipita les choses. Le président Hoover fit faire au protectionnisme, un bond formidable. A ces mesures, les autres nations répondirent par des mesures semblables contre les marchandises américaines. La guerre des tarifs avait commencé.

Le protectionnisme a été poussé à bout tant qu'il pouvait l'être. La diminution du commerce mondial est très supérieure à celle de la production. De plus en plus, chaque nation tend à ne pas acheter, mais à vendre aux autres. Chaque nation veut exploiter les autres nations.

Il arrive pour le protectionnisme ainsi pratiqué ce que nous avons constaté pour la dévaluation monétaire qui, quand elle a pour but le commerce international, est aussi une des formes du protectionnisme. Quand un pays cesse d'acheter à un autre, ce dernier applique la même mesure. La plupart des produits achetés sur un marché étranger peuvent se trouver sur d'autres marchés. Si l'Angleterre se heurte à la résistance de la France pour lui acheter du charbon, elle répondra en n'achetant pas certains tissus du Nord, des soieries de Lyon, du beurre de Normandie. Plus que jamais, le réciprocité domine dans les relations commerciales. Acheter à qui nous achète est devenue la règle générale. Toute diminution d'importation se traduit donc par une diminution d'exportation. Et en fin de compte, on n'a rien gagné.

Il est donc possible d'aider une industrie, un métier, une spécialité de l'agriculture en appliquant le protectionnisme. Mais cela se répercute immédiatement sur d'autres industries, d'autres métiers, d'autres spécialités agricoles. Si bien qu'en fin de compte, la bataille ne se livre pas seulement directement d'un pays à l'autre, mais indirectement dans chaque pays au moyen des autres et de leurs barrières douanières.

Le protectionnisme, qui a paralysé le commerce international et fait produire beaucoup plus cher des produits agricoles ou industriels dans des conditions anticonomiques, est un des facteurs de la crise actuelle. Derrière le pirage des petits res-

tats immédiats apparaît le marasme et les ruines.

Il est du reste forcément limité. Par l'infériorité des conditions naturelles du sol et du climat, par la moindre abondance de ses gisements ou leur insuffisance, chaque nation est obligée d'acheter à d'autres une certaine quantité de produits. Quand les mineurs du Nord demandent qu'on exploite davantage les mines de France et qu'on cesse d'acheter du charbon anglais, ils ne se rendent pas compte que comparativement à ceux d'Angleterre, les gisements de charbon français sont pauvres, que l'extraction revient beaucoup plus cher, et qu'en conséquence le prix de revient est très élevé. Cela fait qu'étant donné la concurrence, il est inévitable qu'une partie des industriels achètent du charbon anglais.

Puis la qualité de ce charbon, comme celle de la laine, des fruits, des céréales, de la viande, etc., entre aussi en ligne de compte. Et comme on préfère la soie de Lyon dans certains pays, on préfère le charbon anglais dans d'autres.

Il y a bien, quand la question qualité n'est pas absolument indispensable, une semi-solution : l'aide du gouvernement par la prime à l'exportation, ou à la branche de l'économie nationale que l'on veut développer ou soutenir. La France a vendu ainsi du blé certaines années, à un prix plus bas qu'on ne le payait à l'intérieur du pays, parce que le gouvernement indemnisait les agriculteurs. Le gouvernement argentin soutient artificiellement la fabrication du sucre, le faisant payer plus cher à la nation, pour qu'une province organisée sur cette fabrication ne s'effondre pas. Nous payons ainsi le blé, le pain, trois fois plus cher que nous devrions pour les mêmes raisons. Le régime d'économie actuel est plein de ces absurdités.

Mais quand l'Etat subventionne une industrie pour qu'elle puisse placer meilleur marché ses produits à l'étranger, d'où prend-il l'argent, sinon du budget, et qui paye le budget sinon les contribuables ? Cela retombe sur tous, et la nation comme telle, paye

d'un côté ce qu'elle donne de l'autre. Et comme tout le monde se plaint des impôts déjà énormes, la solution ne peut pas encore être celle-là.

Pratiquement, les travailleurs n'ont rien à attendre d'un plus étroit protectionnisme. Leur sort ne peut pas s'améliorer par ce moyen. Il ne peut, au contraire, qu'empêcher par l'élévation du coût des produits qui les rend plus inaccessibles, et provoque une moindre consommation — donc, une moindre production.

Mais si, économiquement, ils ne peuvent améliorer leur sort, s'ils ne peuvent, au contraire, que l'empêcher, la répercussion politique de leurs revendications protectionnistes que je lis quelquefois avec tristesse dans les ordres du jour votés par les assemblées syndicales, est désastreuse.

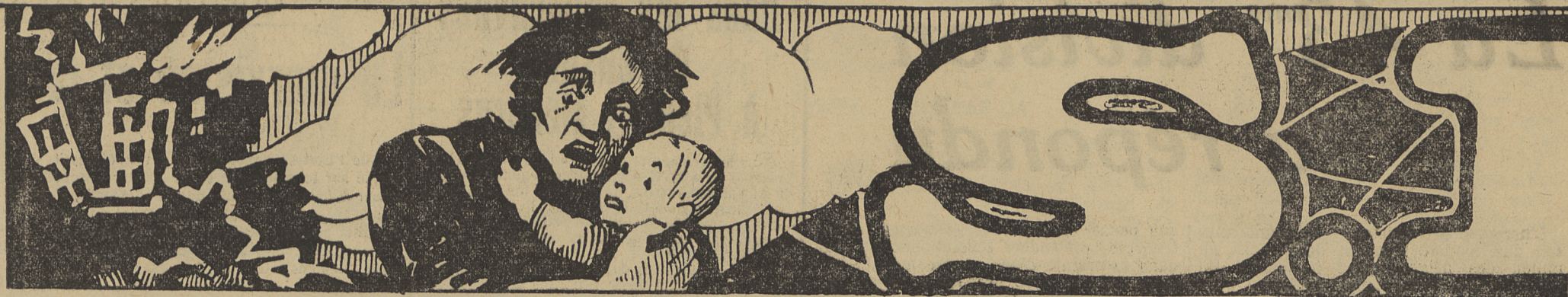
Dans l'histoire, les protectionnistes ont toujours été conservateurs et réactionnaires. Le libre échange, le libéralisme économique appartiennent à la même école que le libéralisme politique. Adam Smith, son principal défenseur, était, avant d'avoir émis ses idées en la matière, un philosophe humaniste dont Kropotkine rattache l'éthique à l'éthique libertaire. En tout cas, quel que soit le degré d'influence réciproque de la conception économique et politique, le fait est. Et il ne manque pas d'importance.

En échange, le protectionnisme s'allie aux pires tyrannies. De nos jours, il aboutit à l'autocratie forcée des régimes totalitaires. Son caractère est, depuis dix ans, dans les nations européennes, nettement militariste et guerrier. Les gouvernements veulent que chaque pays se suffise à lui-même en prévision de la guerre qu'ils préparent.

Ce chemin-là n'est pas celui des travailleurs qui font ainsi, involontairement la pire politique réactionnaire sur le plan international. Nous devons tendre à la fraternité des peuples, et celle-ci doit être un fait concret, matériel, plus qu'une vague aspiration verbale. La lutte contre les travailleurs des autres pays n'est pas le chemin. Elle n'améliore rien, elle empire tout. Ceux qui la préconisent sont des bourreaux du prolétariat ou les serviteurs hypocrites de ces bourreaux.

Le décret-loi qui punit l'exercice du devoir d'asile à l'égard des réfugiés politiques me semble une assez belle étape sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée.

LUC DURTAIN



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

TRAVAILLONS A FAIRE NOTRE DESTIN

Sinon tout est perdu

On a lu nos appels parus dans cette page, en faveur des vailants de la 43^e division qui, bloqués dans les Pyrénées, encerclés par les fascistes, séparés complètement du reste de l'Espagne antifasciste, résistaient dans de telles conditions d'infériorité que l'héroïsme le plus fou ne pouvait suppléer au défaut de matériel, d'armes et de munitions qui conduisit à des échecs renouvelés, à des défaites continuels tous les miliciens espagnols.

La 43^e division se trouvait donc, plus encore que les autres armées gouvernementales, dépourvue des moyens propres à assurer, nous ne disons pas sa victoire, mais une résistance qui aurait immobilisé une armée rebelle bien plus forte en nombre et en armes et soulagé d'autant les autres fronts de combat.

C'est ainsi que nous comprenions le problème lorsque, à la suite de l'appel pathétique du secrétaire de l'Union des Syndicats des Hautes-Pyrénées, nous demandâmes que la 43^e division soit adoptée par tous les travailleurs de chez nous et que des vivres — DES VIVRES DE PREMIERE QUALITE — lui fussent portées en quantité suffisante.

La 43^e division, si nos renseignements sont exacts, ne manquait point de mannaie. Elle reçut en abondance des dons pour se nourrir. Mais pas de munitions, ou peu, afin d'alimenter ses armes. Et c'est parce qu'elle était hors d'état de répondre au tir intense de ses adversaires qu'elle retourna à Barcelone via la France. A la honte des antifascistes de ce pays !

S.I.A. veut toutefois décharger ses responsabilités et dire l'effort qu'elle accomplit en cette occasion. Elle avait déjà envoyé, en accord avec les comités espagnols d'action antifasciste, plusieurs camions de nourriture à la 43^e division. Et jeudi matin nous arrivions à Tarbes précédant deux autres camions de huit tonnes de vivres, DONT UNE TONNE D'UNE NATURE TOUTE PARTICULIERE, quand nous apprîmes que la tragédie, de ce côté, avait pris fin.

S.I.A. n'est pas riche. Nous dûmes perdre de longs jours avant de réaliser la somme d'argent qui nous était nécessaire pour expédier le dernier convoi. On saisira l'importance de notre effort quand nous aurons dit que les huit tonnes de marchandises nous avaient coûté près de 150.000 francs.

Ce que nous n'avons pu réussir assez vite parce que nous sommes pauvres, d'autres organisations, qui sont fortunées, avaient le devoir de le faire. Nous ne nous livrons pas ici au jeu facile de la basse polémique. Ce n'est pas le moment et nous n'en avons d'ailleurs nullement le goût. Nous ne prétendons point que la classe ouvrière française, ses partis, ses syndicats, disposent d'un trésor assez gros pour acheter les armes et les munitions qui sauveraient l'Espagne gouvernementale; c'est tellement vrai que nous insistons continuellement pour la levée du blocus qui empêche le gouvernement républicain espagnol de se procurer, par le libre jeu du commerce, ce qui lui manque pour vaincre.

Mais revenons à la 43^e division qui, privée de toute aide de l'autre côté, n'en pouvait recevoir que du nôtre.

Ils étaient là-bas environ quinze mille combattants. Ce n'était pas le Pérou que de les fournir en munitions. Pourquoi donc cela n'a-t-il pas été accompli ? Voudrait-on prétendre que l'on n'y a pas songé ? Ou bien est-on si respectueux de la non-intervention tant transgressée par d'autres ?

Quoi qu'il en soit, nous déclarons que l'abandon dans lequel fut laissée la 43^e division, en ce qui concerne sa défense, ne rehausse pas le prestige des composants du Front populaire. C'est encore une trahison de plus à ajouter à l'actif déjà lourd de celui-ci.

J'ai vu, non sans émotion, les miliciens de la 43^e division s'en retourner plein d'enthousiasme en Catalogne. J'aurais donné beaucoup pour que tous le peuple français assiste à ce spectacle. Il aurait été empoigné aux entrailles, touché jusqu'au plus profond de l'âme et capable de toutes les audaces. Capable de mettre fin au blocus voulu par Blum, perpétué en ce moment par Daladier-Bonnet et utilisé pour des fins criminelles par le fascisme international.

Au lieu de cela, nous allons voir ces jours-ci la population parisienne acclamer un roi et une reine, tellement il est vrai que la politique abâtardit tout et que celle du Front populaire a tout perdu.

Comme il aurait été bon, le long du cortège royal, princier... et républicain, d'entendre crier, par exemple : « Vive l'Ethiopie libre ! Vive l'Espagne antifasciste ! »

Pauvre Espagne antifasciste ! Elle tient le coup, elle résiste, elle espère même encore s'en sortir victorieusement.

Elle espère... Et nous n'osons pas écrire, nous, que nous partageons ce même espoir.

Nous sommes des vaincus sans avoir lutté. Eux, les camarades espagnols, sont des luttés qui ne s'avoueront pas vaincus.

Le seront-ils ? Franco rentrera-t-il en Catalogne avec ses soudards ivres d'alcool, de gloire et de vengeance ? Barcelone connaîtra-t-elle, multipliés à l'infini, les massacres de Paris de 1871 ?

Nous avons peur, camarades, nous avons peur du pire.

Nous avons peur parce que, ici, dans ce pays, la sérénité s'étale sur toutes les faces, alors que pas loin de nous, en Espagne, un bouleversement social au destin incertain est en train de broyer bien des cœurs, de torturer bien des corps.

Notre S.I.A., qui n'est pas qu'une Croix Rouge, mais également un groupement révolutionnaire, s'emploie de son mieux, de toutes ses forces, à faire comprendre aux aveugles et aux sourds le sens des événements. Mais la surdité et la cécité courbent le monde et le poussent à l'abîme.

Fera-t-il dans cette voie les derniers pas... et la culbute ?

Non ! si ça peut dépendre de notre volonté. N'est-ce pas, camarades ?

Louis LECOIN.

Signez à votre tour ce document humain

Lorsque nous protestions, au lendemain de la parution au Journal officiel du décret-loi qui donne aux bourgeois le droit de disposer sans retenue de la liberté des étrangers, nous pensions bien que d'autres voix ne tarderaient pas à se joindre à la nôtre.

D'un peu partout, en effet, la protestation grandit contre cette tentative de juguler les réfugiés politiques. Aujourd'hui, nos camarades Challaie et Louzon nous font parvenir la résolution suivante, qui revêt une importance d'autant plus grande qu'elle a été adoptée par des personnalités bien décidées à ne tenir aucun compte de cette loi odieuse, et résolues à opposer la solidarité humaine aux ukases d'un Sarraut.

Nous attendons que le gouvernement ose poursuivre. Et, au cas où il s'y déciderait, et pour lui donner de la besogne, nous souhaitons que d'autres militants signent à leur tour le document que voici :

Le 2 mai 1938, le gouvernement a pris un décret-loi contenant les paragraphes suivants :

« Art. 3. — L'étranger qui, sans excuse valable, aura omis de solliciter dans les délais réglementaires la délivrance d'une carte d'identité, sera, sans préjudice des amendes fiscales, passible d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an.

« Art. 4. — Tout individu qui, par aide directe ou indirecte, aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger, sera puni des peines prévues à l'article précédent. »

Le décret-loi est purement et simplement illégal. Car il n'a aucun rapport avec l'objet des décrets-lois acceptés par le Parlement.

En vertu d'une « loi tendant au redressement financier », du 13 avril 1938, le gouvernement a été autorisé à prendre « les mesures qu'il juge indispensables pour faire face aux dépenses nécessitées par la défense nationale et redresser les finances et l'économie de la nation ».

Le décret-loi sur les étrangers n'a aucun rapport avec les dépenses pour la défense nationale, ni avec « les finances et l'économie de la nation ». Ou alors n'importe quelle mesure fasciste pourrait être prise sous le même prétexte. Le gouvernement pourrait aussi bien supprimer, par exemple, la liberté de la presse, comme un gib.

Illégal, le décret punissant toute aide apportée aux étrangers en situation irrégulière, est aussi immoral et inhumain.

Depuis qu'il y a une morale, l'humanité a glorifié l'assistance aux proscrits. Cette assistance est aujourd'hui en certains cas proclamée délictueuse et punissable.

La France s'honorait, sous tous les régimes antérieurs, d'offrir, notamment aux émigrés politiques, une hospitalité sans réserve. Aujourd'hui, c'est un gouvernement qualifié de démocratique qui condamne l'aide apportée à ces réfugiés dans certaines circonstances.

En mai 1871, la Belgique avait interdit l'entrée de son territoire aux « Communards ». Victor Hugo, qui n'avait pas approuvé la Commune, et qui habitait alors Bruxelles, refusa de s'incliner devant une telle décision. Il écrivit dans une lettre à l'Indépendance Belge, le 26 mai 1871 : « L'asile est un vieux droit, c'est le droit sacré des malheureux. Cet asile que le gouvernement belge refuse aux vaincus, je l'offre. J'offre l'asile à Bruxelles. »

Fidèles à cet exemple, les soussignés déclarent qu'ils ne tiendront personnellement aucun compte d'un décret-loi illégal et inhumain, contraire aux plus nobles traditions de notre pays.

Irène Joliot-Curie, Frédéric Joliot (prix Nobel de physique) ; René Belin (secrétaire de la C. G. T.) ; Gaston Guiraud (trésorier général de l'Union des Syndicats de la Seine) ; Victor Margueritte, Georges Ploch, Poulaille, Léon Werth (écrivains) ; Capocci (secrétaire de la Fédération des employés) ; Vigne, Bard (secrétaires de la Fédération des mineurs) ; Le Gall, Loriot, Piquemall (secrétaires de la Fédération des ports et docks) ; Félicien Challaie, Jeanne et Michel Alexandre, Barrué, Emilie et Georges Lefranc, Mme Pujolle, Soubie (agregés de l'Université) ; Fronty, Digat (secrétaires des Agents des P. T. T.) ; Guiraud (secrétaire de l'Union départementale des Syndicats de la Gironde) ; H. Grandjean (ingénieur civil des mines) ; Sébastien Faure ; Froideval (secrétaire des Serruriers de la Seine) ; Emery, Albertini (professeurs d'école normale) ; Haguer (secrétaire de l'Enseignement de la Seine) ; Lescourras, René Lamberet, Mlle Vayssac, Colette Audry (professeurs de collège) ; docteur Pierrot, Pierre Monatte ; Bouville (secrétaire des Boulangers de la Seine) ; Delsol (secrétaire du Gaz de banlieue) ; Daudin (professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux) ; Dugonjon (professeur de l'enseignement technique) ; Gaps, Boyau (instituteurs) ; Bayard (ingénieur en chef des P. T. T.) ; Paul Reclus (ingénieur des arts et manufactures) ; Marcel Roy (secrétaire de la Fédération des métaux) ; Salemier (secrétaire de l'Union départementale des Syndicats du Nord) ; Louis Vallon (journaliste) ; Paul Rivet (professeur au Muséum).



La Section S. I. A. d'Amiens, le 1^{er} MAI.

POUR VOUS SARRAUT à titre d'avertissement

Luc Durtain, Léon Werth s'associent à notre campagne et nous font parvenir à leur tour une protestation contre le décret-loi dont le but scélérat est de plus en plus évident. Nous remercions ces deux écrivains courageux et souhaitons que l'exemple qu'ils donnent soit suivi par d'autres hommes de lettres qui devraient être à nos côtés depuis le premier jour et qui tardent bien à condamner l'œuvre liberticide d'un gouvernement traître à son programme.

C'est de notre dignité qu'il s'agit

Nous sommes habitués à voir, non seulement les lois, mais les décrets-lois et toute la lignée des règlements, tantôt nous prendre à la gorge, tantôt nous tendre des traquenards, tantôt nous happer au mollet.

Toutefois, jusqu'à présent, il ne s'agissait que de notre liberté. De nos libertés, si j'ose employer ce pluriel emphatique.

Cette fois, c'est de notre dignité même qu'il s'agit. De ce rudiment de consistance humaine que laissent encore à l'homme moderne de vieilles habitudes de pitié, de solidarité.

Le décret-loi, qui punit l'exercice du devoir d'asile à l'égard des réfugiés politiques, me semble une assez belle étape sur le chemin qui va de la civilisation vraie à la barbarie civilisée. Il est impossible de dissimuler l'admiration qui saisit l'esprit devant un texte qui ferait honneur à un « Traité de la castration civile ».

Luc DURTAIN.

□ □

Ils meurent de l'exil

Quand nous étions des enfants, on nous lisait de belles légendes. L'hôte était sacré. On ne lui demandait pas d'où il venait ni pour quoi il était errant. Mais le maître lui lavait les pieds. C'étaient des légendes classiques, humanistes, universelles. Les lieux, les temps n'y étaient guère précisés. C'étaient des contes de fées. Il y avait une fois un temps où l'homme était homme.

Bientôt, on fit de nous des historiens. La morale s'inscrivit dans le temps. On nous conta qu'en je ne sais quel moyen-âge un assassin même ne pouvait être appréhendé, s'il avait atteint le porche d'une église.

Et voici le XIX^e siècle et ceux que nous appelons les réfugiés politiques. Londres, la Suisse... Les réfugiés politiques n'étaient pas confondus avec les voleurs internationaux.

Mais les temps sont changés. Nous retournons au delà de la barbarie. Nous inventons une sauvagerie. La religion politique est devenue plus exigeante et plus cruelle que ne fut la religion du dogme. Elle ne se contente pas d'une profession de foi. Ici, les maîtres châtient qui leur résiste ; là, ceux dont ils ont trahi la foi. Et ils invoquent aussi la zoologie. Ils martyrisent ou tuent (avec ou sans procès) ceux qui n'ont pu fuir.

Mais ces fugitifs, il n'est plus de civilisation pour les accueillir. Comme d'autres meurent sous les bombardements, ils meurent de l'exil. Ils meurent. Mais, de les laisser mourir, notre civilisation meurt aussi. Elle renonce à toutes les valeurs qui furent sa justification. Les retrouvera-t-elle ou sombrera-t-elle ? Est-il encore un

espoir pour elle et pour les exilés dans un monde pourri par la guerre, par la guerre, source de toutes les molleses, de tous les abandons, de toutes les lâchetés, par la guerre de 1914 et par la guerre endémique et subaigue de 1938 ?

Léon WERTH

La police de province vaut celle de Paris

De mauvaises nouvelles nous parviennent de Marseille où plus de 50 camarades espagnols sont menacés d'expulsion pour crime de défense de la république espagnole.

On a peine à croire qu'un gouvernement, dont la plupart des membres défilent dans le cortège de la liberté, de la Bastille à la Nation, le 14 juillet 1935, soit descendu si bas dans l'abjection.

Qu'il sache que nous ne sommes point décidés à tout subir. Et que si nous ne pouvons soutenir comme nous le voudrions la révolution espagnole, nous sommes prêts à tout pour protéger les compagnons espagnols, qui se réfugièrent en France.

La France n'est pas encore l'Indochine, Monsieur Sarraut, et nous vous le prouverons.

Les paquets individuels et la douane espagnole

Nous dédions ces quelques lignes au citoyen Sabot, directeur général des douanes espagnoles, avec l'espoir qu'il va immédiatement faire cesser le scandale qui consiste à faire ouvrir tous les paquets individuels que notre S.I.A. et la Fédération des Comités Espagnols d'Action Antifasciste ont pour devoir et pour consigne de faire conduire à Barcelone.

Que l'on inspecte au hasard quelques paquets, passe encore, ce serait là une manière de contrôle. Mais que les douaniers espagnols — dont le temps devrait être plus précieux — dépitent nos colis du premier au dernier et immobilisent des journées entières nos camions, nos chauffeurs et nos convoyeurs, voilà ce que nous ne pouvons pas accepter.

Pouvons-nous espérer que le citoyen Sabot sera de notre avis et tempérera le zèle abusif de ses subordonnés de Port-Bou ?

Réunions et Permanences de la S.I.A.

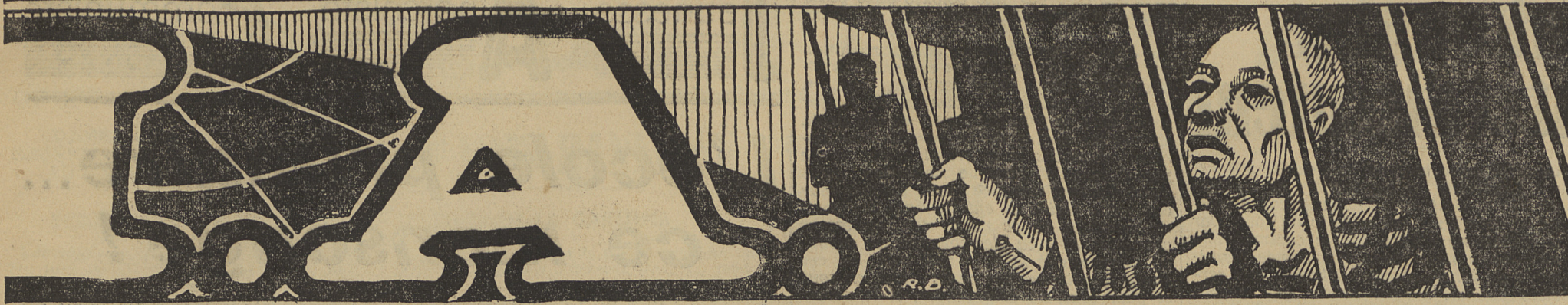
3^e et 4^e ARR. — Permanence tous les dimanches de 10 h. 1/2 à 11 h. 1/2 au Restaurant Liot, 30, rue des Ecoles.

LILLE. — La section prie ses adhérents de bien vouloir passer à la permanence, 23, place Ribour, pour retirer les carnets de souscription pour la fête qu'elle donnera en faveur de nos frères espagnols le dimanche 17 juillet.

LYON. — Le Comité régional se réunit tous les samedis, à 15 heures : permanence de 14 h. à 18 h. 30, au siège, 212, rue de Créqui.

SAINT-ETIENNE. — Le secrétariat et les membres du bureau de S. I. A. réunis le 4 courant, sont heureux de constater la montée croissante d'adhérents ainsi que l'accueil chaleureux et productif qui a été fait à ses diverses formes de solidarité. Ils approuvent pleinement l'action entreprise par le comité de défense : Garnier, David, Bidaut, tous trois victimes du patronat et du fascisme coalisés. Ils s'élèvent énergiquement contre la condamnation de Garnier et demandent la mise en liberté immédiate de David. S. I. A. fait un appel pressant, à tous les révolutionnaires et antifascistes, pour venir en nombre grossir ses rangs et l'aider dans sa solidarité constante. Permanence tous les jours, sauf le dimanche de 18 h. à 20 h., buvette, 31, rue du Vernay.

TOULOUSE. — De nombreux dons sont déjà déposés à la section : un camion devant passer ultérieurement, nous invitons les camarades antifascistes à venir apporter vivres et argent tous les jours de 17 h. 30 à 19 h. 30, 4, rue Tripière : de 15 h. à 17 h., tous les jours, au siège de la C. G. T. S. R. : 4, bd de l'Artillerie. La date du passage du camion de la S. I. A. sera indiquée dans la prochaine nu-



El comité de no- intervención ha terminado su trabajo con un balance digno de los hombres que lo organizaron: el cierre absoluto de la frontera española.

¡ Lo más significativo de esta medida, es que Rusia declara estar de acuerdo con ella!

SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chèq. Post. : Faucier 596-03

Heroes oscuros

El frecuente vagabundear a que nos impele una activa militancia antifascista, nos lleva a constatar hechos y sucesos que pasan desapercibidos para la mayoría de los que sedentariamente se limitan a hacer efectiva su simpatía a la causa por medio del aporte material. Lo que a continuación relato, no es nada nuevo. Otros antes que yo lo han magistralmente relatado. No obstante, por ser de actualidad y de interés, me decido a rescatarlo aún a riesgo de ser tratado de plagiatario.

Es la una de la mañana. El rápido que desde nuestra frontera se interna en territorio francés nos ha depositado sobre el andén de la estación de Narbonne. Los empalmes ferroviarios, son la pesadilla del viajero; el beneficio horario de un rapidísimo viaje a través de un territorio sureño por modernos mastodontes, se pierde en largas esperas y un constante zaquear al asfalto, sumido el espíritu en vagas reflexiones.

Esta vez, los tres cuartos de hora de espera me parecen demasiado cortos. Después de inquirir acerca de la hora de salida, encaminamos nuestros pasos a franquear la distancia que separa los dos extremos del andén en constante ir y venir.

En uno de nuestros peseos, una escena llamó nuestra atención. Cuatro mozos de aspecto rudo pero de fisonomía abierta y franca salían de la sala de espera buscando el frescor de la noche. El cuadro era pintoresco y lamentable; uno de ellos, alto y fornido mocetón de apenas veinte años, de tez morenísima y de cabello ensortijado, sostenía a otro que, de más edad, que arrastraba con visible sufrimiento una pierna ayudándose para andar de un bastón, ruda Cimpuñola rama de árbol; el tercero, su brazo derecho en cabestrillo, guiaba al cuarto personaje de ese cuadro arrancado de la Leyenda de los Siglos; era éste un mozalbete de dieciocho años apenas, cuyo rostro imberbe se hallaba coronado por una descuidada cabellera castaña; sus pobres Nojes, quemados por algún fogonazo, tenían necesidad de gafas ahumadas para guarecerse de la claridad, incluso de las lámparas eléctricas.

Un individuo, de aspecto caudalado, barba bien cuidada y maneras untuosas, rodaba alrededor del grupo. El compañero que desde Perpignan me acompañaba emitió la justificada observación que de ser franquistas, hubieran tomado el tren que en dirección de Burdeos venía de salir al instante. Me acerqué al grupo y lancé un « ¡ salud camaradas! » respondido al instante mismo y sin vacilación por un « ¡ salud camarada! » salido de cuatro pechos a la vez. Y aquellos hombres cuyos rostros y aspecto denotaban miserias y sufrimientos sin fin, miraron ávidamente al hermano que en suelo extraño les hacía recordar tantas cosas: el hogar, el terruño, la guerra...

— ¿ Qué — pregunté a los milicianos —, refugiados y volvéis a Barcelona?

— Si, volvemos a Barcelona para que el sol catalán cure en ocho días lo que los frios de Francia no han curado en mes y medio respondió el más alto de todos.

— ¿ Venís de muy lejos? — Si, hace veinte y ocho horas que salimos de la localidad en donde nos habíamos confinado apartados de toda simpatía, en un país glacial por la temperatura y por el trato de los habitantes para con nosotros — respondió otro.

— ¿ Que sabéis de la 43ª División? — preguntó el jovencito de abrazados hojos.

— Se mantienen como héroes, han mejorado sus posiciones; defienden unos cuarenta kilómetros de carreteras y poseen posiciones estratégicas de primer orden — respondí basándome en los informes de un delegado de la Federación de C.C. que venía de entregar por mandato del C. N. de Perpignan cinco toneladas de viveres a la heroica división.

— ¿ Seríais vosotros de la 43ª? — pregunté.

Claro que somos — respondió el herido del brazo — Hemos sido evacuados.

EL ORO DE MONT-DE-MARSAN

En el Banco de Mont-de-Marsan está bloqueada, desde casi el principio de la guerra la cantidad de 1.250.000.000 pesetas oro.

Esto representa aproximadamente 157 millones 250.000.000 de francos actuales. Ese oro fue enviado a Francia por el gobierno español para resguardarlo y comprar armas. Pero Franco intervino, y el asunto se está discutiendo todavía ante los tribunales.

Por qué los distintos gobiernos del Frente popular no le entregaron a las autoridades españolas que proclaman legítimas?

Hace falta ese oro. Síno, que manden el equivalente en armas. No pueden, argüir el temor de no ser pagados; bastante metal amarillo tienen entre manos.

dos a Francia con otros heridos y población civil. Los aviones, italianos ametrallaban nuestras caravanas; los glaciares y precipicios hacían también víctimas. Mira este, sus nojes heridos por la deflagración de un obús aéreo han sido destruidos por la constante reverberación de las nieves pirenaicas durante horas, y horas; nos enviaron para ser curados a varios cientos de kilómetros del único lugar que nos hubiera curado en poco tiempo, Cataluña. Careciendo de sol y del calor simpático de la amistad, hubiéramos quedado inútiles para siempre, de no decidimos a volver a Barcelona oponiendo nuestra testarudez al designio del médico y responsables, de guardarnos más tiempo a causa de nuestra heridas.

Nuestras heridas dice el camarada que con tanta dificultad anda — dentro de ocho días nos hallamos al lado de nuestros camaradas de la 43ª. La sangre afluía a sus pómulos y sus hojos centelleaban.

— ¿ Llevas la Soli? — preguntó uno — Hace más de un mes que nos hemos leído un periódico español. Me acuerdo que llevo Nueva España Antifascista y se la doy.

— Un periódico confederal — dice el manco — y hablan de la 43ª.

Un paso cauteloso se aproxima, tengo el periódico desplegado y los cuatro me rodean pugnando por leer lo que en él se dice de la 43ª División. Vuelvo el rostro a tiempo de ver al abalido personaje de cuidada barba que yo había olvidado, pero que no había cejado de rondar en derredor nuestro, alejarse del grupo cabizbajo, al constatar, por el título del periódico, que lo que él creía prensa fácil, eran leones cuyo adiestramiento se hallaba muy por encima de sus posibilidades.

Y fugaz, como las visiones kaleidoscópicas que alegraron nuestra niñez, pasaron por mi mente esas escenas tantas veces constatadas en Perpignan y otras localidades próximas a la frontera. Unos individuos de cuidada indumentaria, con gestos y ademanes de conquistadores en país conquistado, aguardan la llegada de los « autocar » que hacen el servicio entre la frontera y la localidad en cuestión, esperando la probable llegada de milicianos con la intención de enrolarlos en los reguets a falangistas.

Las palabras de los milicianos comentando lo que el periódico dice con respecto a la 43ª División me arrancan a mis pensamientos.

Mal haya la hora que permitimos que nos transportaran tan lejos. De haber vuelto a Barcelona inmediatamente, a estas horas nos hallaríamos de nuevo, reunidos a nuestros camaradas, dice el atlético moreno de cabellera rizada. Y sus camaradas asienten con denodada voz y decidido gesto.

— Son esos los restos de un ejército en derrota? No. Son los héroes de la epopeya napoleónica en España. Son los Invencibles de Armando Guerra. Son los épicos iberos que jamás nada ni nadie ha sabido someter. Son los indomitos catalanes y aragoneses; castellanos o extremeños; astures, galáicos o andaluces, que significan al mundo, que en el concierto de las naciones que se envilecen con su apática indiferencia ante los ataques del fascismo, una sola ha sabido oponer una barrera de pechos y de corazones. Son los anarquistas y confederados, los ugetistas, socialistas, comunistas y republicanos, que en estrecha unión de brazos y de voluntades hacen comprender al Mundo que sólo un país ha sabido mantener firme su dignidad; Iberia!

El tren que debe alejarme avisa con el silbido de su locomotora al viajero. Me despidió con fuertes apretones de manos de mis compañeros, despidiéndoles buen viaje y pronta salida.

Y en el tren que me aleja de ellos, amargas reflexiones me asaltan. Rememoro la conversación habida con ellos y dos cosas martillean con insistencia mi pensamiento: el campo de concentración, a muchos centenares de kilómetros de la frontera « sin sol y sin calor amistoso » y el franquista rodando con insistencia alrededor del grupo, como el lobo que demasiado cobarde para dar la cara, espera una debilidad de lo que él cree presa fácil.

¡ Camaradas españoles de Francia! Es menester que nuestros bravos milicianos, evacuados involuntarios a refugiados casuales, encuentren en nosotros calor y solidaridad. Es menester que no los abandonemos ni en la trinchera ni en tierra extraña. El miliciano que ha resistido hasta el último extremo, pero que se ha retirado para no caer inútilmente, es tan sagrado para nosotros y más precioso para el pueblo, que el que ha caído en la trinchera.

Que cada colonia española cada comité de apoyo y solidaridad a España haga todo, lo posible por sostener y arrancar de los brazos de la fiera de múltiples tentáculos, a los hombres que por serlo, son susceptibles de debilidad.

L. DE VIGO.

El mitin de la S.I.A. La actitud de Blum

Me ha sorprendido la importancia que ha tenido, desde el punto de vista numérico y moral, el mitin celebrado, por la sección francesa de la S.I.A. en el local de la Mutualité. Francamente, teniendo en cuenta que en estos momentos el público parisiense no acude mucho a actos de esta índole, que otros, organizados por partidos poderosos han reunido la cuarta parte de concurrentes, es halagüeño el resultado obtenido.

De la calidad de los oradores, no digamos. Sólo hombres como los que están al frente de nuestra institución son capaces de reunir a abogados escritores, líderes de tanta valía. Y quéfase o no, es preciso que las voces que se elevan sean voces escuchadas si se quiere conseguir los resultados que se persiguen.

A este respecto, quiero hacer una observación. He oído y leído ciertas críticas porque se había apelado al concurso de determinados oradores que pertenecen a sectores de la opinión con los cuales los críticos no están de acuerdo. Yo tampoco estoy de acuerdo con estos sectores, pero entiendo que en situaciones tan serias como la actual, no hacemos lo que queremos, sino lo que podemos.

¿ Qué es lo que se persigue, en fin de cuentas? ¿ Hacer una agitación estéril, sin resultados, por el simple gusto de moverse, a sabiendas de que vamos a fracasar y que lo que defendemos está irremisiblemente perdido, o salvar al movimiento, o a los hombres por los cuales nos interesamos?

Entiendo que vale la pena hacerlo todo para salvar primero a España del fascismo. Y si para esto necesitamos utilizar el concurso de hombres que nos están totalmente con nosotros, hay que hacerlo. La forma en que obramos no va contra nuestros principios. Iría si apeláramos a las tácticas de esos hombres. Pero, desde el momento que ellos son los que responden a las nuestras, desde el momento que un líder que está con el gobierno critica su política, la protesta es mucho más eficaz porque arrastra consigo a las masas, o parte de ellas, que si fueran esos líderes, y la censura es más sentida cuando viene de un partidario que de un adversario.

No tenemos fuerzas suficientes para hacer las cosas de por nosotros solos. Si las tuviéramos, con mil amores la haríamos. Pero, queremos, en el asunto que motivó el mitin, salvar a todos los que están amenazados por el decreto contra los extranjeros. Queremos que puedan volver los que han tenido que huir. Queremos que salgan de la cárcel los que ya están en ella a causa de él. Queremos que, si por desgracia mañana, Franco triunfa, puedan encontrar asilo en este país millares y millares de combatientes a los cuales Franco reserva una muerte segura y uno de los grandes fines de este decreto ha sido precisamente impedir que esos amigos nuestros encuentren aquí refugio.

Para lograrlo, no hay más remedio, nos guste o no nos guste, que apelar a todos los recursos, y mientras no obramos con tácticas opuestas a las que creemos las mejores, nada se puede reprocharnos. Al contrario, tenemos la satisfacción de hacer obrar a los de acuerdo a ellas que no las comparten.

Volviendo al mitin de la S.I.A., diré que hemos demostrado ya, con los distintos actos que han sido celebrados, con la campaña que hemos realizado y que seguimos realizando, que nuestra sección hace una gran labor en favor de España, que es la única institución en Francia que trabaja con tanta eficacia, lo cual demuestra que sus tácticas son buenas, y que es lamentable que no lo entiendan así algunos que, por miserias de banderías, pequeños intereses, o lo que fuere, la combaten.

Si pueden ser salvados los compañeros de todas nacionalidades que aquí se encuentran, ha de ser sobre todo por nosotros, porque está visto que los partidos « de vanguardia » se desprecupan en absoluto de esta cuestión, como se desprecupan de la de España. Y si se ocupan, es para firmar ordenes de expulsión contra nuestros compañeros, como hizo el ex ministro socialista de Gobernación Max Dormoy, con la aprobación de su partido.

Y ¿ qué queréis? Me parece muy bien que se haga tomar a militantes de ese partido estén a la derecha, a la izquierda o en el centro, una actitud de oposición contra lo que hacen sus correligionarios.

X...

INCOMPRENSION

Tengo ocasión de leer con cierta frecuencia periódicos gremiales, de los muchos que se editan en Francia. En las resoluciones de las reuniones, de las asambleas obreras, veo que no se olvida a España y a su lucha. Las órdenes del día están llenas de buenas palabras para con nosotros.

« L'assemblée émet le vœu que les vaillants combattants espagnols... » « L'assemblée envoie son salut fraternel aux antifascistes d'Espagne. » « L'assemblée demande l'ouverture des frontières », etc., etc...

Incluso en el lenguaje, « le vœu », el voto, el deseo, el anhelo, se expresan en términos suaves. No son exigencias, no son gritos de indignación, protestas vehementes. Parece que en esta dulce Francia se ha perdido el carácter. Parece sobre todo que la causa de España se siente poco, o que los que se encargan de redactar esas resoluciones, generalmente hechas con un solo molde, se cuidan mucho de que no se sienta más.

Yo me figuro al buen sindicalista, después de haber votado el Orden del día. Sale de la reunión, y se va al café, o vuelve a su casa en el mejor de los casos, seguro de que ha hecho lo que debía por nosotros, por esos « valientes combatientes españoles » a los

cuales dice admirar.

Levantar la mano para aprobar una proposición, no es muy difícil. Sobre todo, no es muy eficaz frente a las ametralladoras, los cañones, los tanques, los aviones, los fusiles, las granadas y las bombas que se envían a granel desde Alemania e Italia.

Uno se pregunta hasta qué punto es sincera esta solidaridad que no compromete a nada, que no arriesga nada, que se limita a votar órdenes del día y a dar cinco francos de vez en cuando. Y se me antoja que es más bien un modo de engañar la conciencia.

España necesita otra cosa que nadie lee y que no surten el menor efecto. El papel impreso que no remueve las conciencias y no lleva a la acción es gastado en balde, lo mismo que la saliva. Con esto no hacemos frente en España a los abusos y las bombas. Con esto no se impide el bombardeo de las ciudades abiertas, el exterminio de la población civil, amén de la matanza de los mejores defensores de la libertad.

Con esto, o a su favor, va triunfando Franco. Obuses contra ordenes del día. Las consecuencias no pueden ser dudosas. Al drama de España concurren hastantes comedias.

Un miembro de la S.I.A.

En el congreso socialista de Royan, Léon Blum ha definido su política. Mejor dicho, la ha defendido. Y lo ha hecho en tal forma, con tales palabras, que no es posible callar. Porque la actitud del líder del partido, que arrastró consigo la aprobación del congreso, no debe ser refrendada con el silencio nuestro.

Esta actitud, digámoslo desde el principio, no es digna ni de un socialista, ni de un hombre. Blum ha pronunciado probablemente las palabras más desdichadas, más lamentables de su larga carrera. Autor del proyecto de « no intervención », que demostraba en él una improvisación política absoluta, es en gran parte responsable del aislamiento en que se encuentra España. Un hombre valiente, como se precisa de ser, habría reconocido su error, al confiar en la palabra de Mussolini y demás fascistas. Pero el amor propio parece tener en él más importancia que la honradez. Y Blum ha querido justificarse, y defender la continuación de la « no intervención ».

Lo ha hecho valiéndose de sofismas indignos. « Intervenir en la política interna de otra nación, ha dicho, es repetir la política de la Santa Alianza constituida por Metetrich. Es una actitud reaccionaria, propia de los estados totalitarios. La política liberal quiere dejar en todo país al despotismo y al liberalismo « courir leur chance » (probar la suerte).

Vayamos por partes. Sujetemos el torrente de indignación que pugna por salir, y procuremos analizar esas palabras.

Léon Blum ha escamoteado el problema ante un Congreso que demostró no haberse preocupado del asunto español, o haber olvidado sus términos. Nadie, entre los antifascistas, ni de España, ni de Francia, ha pedido que se « interviniera en España ». Esto ha sido el argumento favorito de los reaccionarios para impedir la ayuda, el abastecimiento en viveres, la venta de pertrechos bélicos. En una palabra, para bloquearnos, y entregarnos a la indefensa a Franco.

Que el leader del Partido socialista se sirva de los mismos argumentos, escamotee en la misma forma el pensamiento y la voluntad de los antifascistas verdaderos, es lo que no entendemos. Jamás, es preciso repetirlo, hemos pedido, ni han pedido, ni piden los antifascistas de este país y de otros, el envío de fuerzas armadas. Hemos dicho y repetido, han dicho nuestros gobernantes que tenemos hombres hasta la saciedad, que lo que necesitamos son armas, y libertad para adquirirlas. Esto, y nada más, Blum lo sabe perfectamente. Y cuando escamotea así la voluntad, el pedido de la población española, demuestra una falta de honradez que nunca habríamos sospechado en él.

Decir que acudir en defensa de los que luchan por la libertad es practicar la política de los Estados totalitarios, es mentir descaradamente. La intervención de un país en la política de otro es tan vieja como la constitución de las naciones. No remonta a Metetrich, ni a la invasión de España por los Cien Mil hijos de San Luis, salidos de este país, por ir a restablecer la tiranía. Toda la historia la registra, unas veces para sostener a unos, otras para sostener a otros. Pero en la historia de la libertad, Blum debe renegar de La Fayette, que fué a ayudar a los norteamericanos a luchar contra el dominio inglés, debe renegar de los generales ingleses y franceses que pusieron su espada al servicio de la libertad de las naciones suramericanas en su lucha para libertarse de España, debe renegar de Caribaldi cuya vida estuvo jugándose tanto en el Uruguay como en el Brasil, en defensa de la libertad, debe renegar de todo internacionalismo práctico, de toda confraternidad entre los defensores de la libertad sobre el haz de la tierra.

¡ Miserable argumento el suyo! ¡ Juego de palabras impropio de quien tiene el menor respeto de sí mismo! ¡ Defensa de la libertad, ayudar a defenderla, es comportarse como los reaccionarios! De aquí a decir que no debe emplearse las armas cuando la facción, porque es obrar lo mismo que ella, no hay más que un paso. De aquí a decir que debe dejarse a los fascistas triunfar, no hay casi ninguno.

Por lo demás, lo ha dicho: « Il faut laisser le despotisme et le libéralisme courir leur chance. » Pero Blum ha dicho también en su discurso, que los que no tienen sentimientos de humanidad llevan siempre ventaja sobre los otros. Y sabe que así ocurre con el ataque fascista. Sabe que por la brusquedad del ataque, por la falta de escrúpulos, por la monstruosidad de los procedimientos

los fascistas tienen ya, en la lucha armada que plantean, una ventaja enorme. Y si falta la solidaridad entre los liberales, nada puede esperarse.

Blum ha buscado el apoyo de Inglaterra para Francia en caso de guerra con Alemania. Ve con buenos ojos la democracia norteamericana inclínase del lado de estas naciones. No le ha parecido que había que dejar a Francia « courir sa chance » sola frente a Alemania. Es verdad que se trata aquí de un problema internacional. Pero el problema de España también es internacional. No se juega solamente la suerte nuestra, sino la de su país. El no lo ignora. Como no ignora, que el problema internacional del conflicto entre Alemania y Francia, tendría repercusiones políticas en estos dos países. Hoy, lo que ocurre fuera de las fronteras repercute adentro, y lo que ocurre a dentro repercute afuera. Nada va separado.

Es fácil conquistar una mayoría desfigurando los problemas, hablando de una guerra probable en caso de ayudar a España. Nadie desea tal guerra, y nosotros no estamos dispuestos a participar en ella. Pero los hechos han demostrado que es falso que se habría producido. Ni Italia ni Alemania ni declaración la guerra a Rusia, que, se sabe públicamente, envía armas en abundancia. Sin embargo, podían contar con la ayuda del Japón, y probablemente con la neutralidad de Inglaterra. Méjico no ha sido inquietado: ni siquiera una ruptura diplomática. El chantaje a la guerra hecho por Mussolini ha revelado no pasar de una hábil mancha en la cual han caído los estúpidos, o que han aprovechado los farsantes.

Es verdad que, para satisfacer a todas las tendencias, Blum se ha indignado verbalmente contra la violación de los acuerdos, tomados con relación a España, y ha manifestado que si esto continúa, Francia debería reconsiderar su actitud. Palabras que prometen mucho, y que son inocuas, cuya inutilidad su autor es el primero en conocer. Porque nada dicen en realidad, porque lo único claro que debería haberse pedido, era la venta de armas al gobierno español. Todo el problema está allí. Lo demás es charlatanería pura, engaño, hipocresía.

La actitud de Blum es una de las puñaladas más slapadas, más traicioneras, que se haya dado a España. Es de su parte, y lo sabe muy bien, la entrega del liberalismo, de la democracia, de todas las fuerzas progresivas españolas al despotismo internacional. Y es, para el porvenir, ya que patriota es y se ha declarado dispuesto a entrar en un gobierno de Unión sagrada — para la guerra tiene carácter, sobre todo porque no ha de hacerla — a tentar contra la vida y la integridad de su propio país.

España podrá, en el porvenir, poner el nombre de Blum al lado del de Franco, de Hitler y de Mussolini.

D^r Pablo TENAZ.

¿ No lo saben todovía?

Parece que el gobierno inglés, inquieto ante la destrucción de sus barcos, ha decidido abrir una información para saber si el bombardeo de las ciudades abiertas, el de Alicante, de Valencia, de Barcelona, de Granollers, tenía un objetivo militar.

El gobierno inglés no sabe todavía que la inmensa mayoría de la víctimas han sido mujeres y niños. No sabe que sólo han sido destruidas casas habitadas por el vecindario, mercados, hospitales. No sabe que se ataca a los buques mercantes, a los que llevan a España pan, harina, patatas para la población civil.

El gobierno inglés no lee los telegramas de los corresponsales, los informes del gobierno español, y los de los agentes de la « Intelligence Service », no ve las fotografías que se mandan, todos los detalles que la prensa de todas las naciones publica.

Procura calmar en parte la opinión del país, que se agita, y tiene corazón, y puede hacer pagar caro al Partido conservador, su actitud. Pero, mientras se constituya la comisión, mientras esta Comisión haga su encuesta, mientras se discute qué decisión habrá de tomarse, mientras la decisión se tome, si alguna se llega, y mientras se examine el modo de aplicarla, para no aplicarla en fin de cuentas, pasarán meses, y Mussolini habrá conseguido lo que pretendía.

¿ Comentarios? Preferimos no publicarlos, por respeto a esta hoja.

Marx et Bakounine serencontrent et discutent

(Suite de la 1^{re} page)

Il leur ferait un crime de n'avoir pas assuré, avec la rigueur voulue, l'organisation centralisée du Parti et l'implacable discipline que requiert cette centralisation. Il leur donnerait tort d'avoir ménagé certains Partis politiques, au lieu de les avoir combattus tous indistinctement. Il leur reprocherait d'avoir pactisé avec certains Partis, notamment « bourgeois » au point d'avoir amalgamé au sein d'un même rassemblement électoral, le programme net et précis du Socialisme avec le programme « chèvre et chou » de ces Partis. Il les blâmerait sévèrement d'avoir, en raison même de ce pacte, réclamé le droit d'exercer le Pouvoir avant de l'avoir conquis et, par suite, de s'être sottement embarqués dans une et même deux « Expériences Blum » qui devaient être fatalement désastreuses, tout accord, au sein d'un même Gouvernement, s'avérant irréalisable entre les Forces de Révolution sociale et les Forces de Conservation sociale.

Bref, Marx se lancerait dans des considérations à perte de vue, toutes ayant pour but d'innocenter sa doctrine et sa méthode et de rejeter toutes les responsabilités sur l'incompréhension, la maladresse, le manque d'audace, les reniements et les trahisons de ses adeptes.

Et BAKOUNINE, de répondre :

« Tout cela, mon vieil adversaire, était facile à prévoir et, au cours des violentes polémiques qui nous ont opposés, je vous l'ai dit et redit.

« C'est bien injustement que vous accusez de reproches vos disciples. Frappez-vous la poitrine ; car vous êtes le grand, je dirai même le seul coupable ; et, en toute équité c'est vous qui devez assumer toutes les responsabilités.

« Rappelez-vous le temps où, mes amis et moi, nous nous combattions, vous et vos amis. Il est vrai que nous affirmions, les uns et les autres, avec la même force, la triple nécessité : de l'expropriation politique et économique de la classe bourgeoise ; de la socialisation de tous les moyens de production, de transport et d'échange ; de l'entente nationale et internationale des travailleurs de tous les pays.

« Il est vrai, aussi, que, au sein de « la première Internationale », nous avions, les uns et les autres, adopté ce programme et déclaré qu'il ne pouvait être réalisé que par la Révolution.

« Ce qui motivait, quant au fond, notre opposition, c'est que pratiquement nos méthodes d'éducation, d'organisation et d'action partaient du principe d'autorité et aboutissaient, de conséquence en conséquence, aux déviations, aux compromissions, aux relâchements, aux alliances et aux reniements dont vous accusez aujourd'hui vos continuateurs, tandis que, s'inspirant du Principe de Liberté, nos méthodes de propagande, d'organisation et d'action évitaient ces conséquences ; et, mettant en liaison étroite, en adaptation aussi parfaite que possible le but à atteindre : la Révolution sociale et les moyens à employer en vue de la préparation et de l'accomplissement de cette Révolution, nos méthodes d'éducation, d'organisation et d'action avaient la vertu d'engager et de maintenir les travailleurs dans l'unique voie qui, sans détour ni chemin de traverse, conduirait à cette Révolution. »

Bakounine ajoutait :

« Rappelez-vous, Marx, les arguments par lesquels les socialistes-libertaires (les anarchistes) ont combattu, à cette époque, vos formations de combat et votre stratégie de lutte ; rappelez-vous ce que, depuis, ils n'ont cessé de vous objecter, en s'appuyant exclusivement sur les faits et sur les leçons qu'ils comportaient.

« Loin de moi la pensée d'énumérer, au cours de cette courte rencontre, tous ces arguments, toutes ces objections. Je ne puis en citer qu'une partie.

« Nous nous disions : « La société capitaliste repose sur la propriété privée et l'Etat. La propriété individuelle serait sans force et sans valeur si l'Etat n'était pas là pour la défendre. C'est une grave erreur que de croire que le capitalisme est le seul agent de discordance entre les hommes vivant en société : le pouvoir le divise tout autant. Le capitalisme les divise en deux classes antagonistes : les possédants et les non possédants. L'Etat les divise aussi en deux classes ennemies : les gouvernants et les gouvernés. Les détenteurs du capital abusent de leur richesse pour exploiter les prolétaires ; les détenteurs du pouvoir abusent de leur

autorité pour asservir le peuple. »

« Supprimer le capitalisme et maintenir l'Etat, c'est faire la Révolution à moitié et même ne pas la faire du tout. Car le socialisme d'Etat ou le communisme autoritaire nécessitera une armée formidable de fonctionnaires attachés aux services publics. L'organisation que préconise le socialisme autoritaire entraînera d'incalculables dépenses prélevées sur la production des travailleurs des champs et des villes : de quoi entretenir (assez grassement sans doute) cette multitude d'improductifs et de parasites.

« Par suite, ne seront, en fait, abolis ni les classes, ni les privilèges.

« Vous voulez conquérir le pouvoir ; nous voulons le briser. Vous voulez perpétuer le régime autoritaire, à la condition que vous en soyez les maîtres ; nous voulons en finir avec tous les maîtres. Toute l'histoire est là pour prouver la condamnation sans appel du principe d'autorité. Sous les formes, les appellations, les étiquettes et les statuts juridiques les plus variés, l'autorité a toujours été synonyme de despotisme et de persécution. Non seulement elle n'a jamais défendu, garanti, protégé la liberté, mais encore elle l'a constamment méconnue, violée, outragée.

« Vous voulez, la Révolution faite, tout imposer par la contrainte, nous voulons tout demander à la bonne volonté et à la raison ; vous ne croyez qu'à la force, nous n'avons confiance qu'en l'entente consciente et librement organisée. Vous concevez l'ordre par en haut, nous le concevons par en bas. Vous voulez que tout soit centralisé, nous voulons que tout soit fédéralisé. Vous fondez la liberté commune sur l'asservissement de chacun ; nous fondons la liberté de tous sur l'indépendance de chacun. »

Cela dit, pour conclure et terminer, Bakounine s'exprimait ainsi :

« Ce que je viens de vous rappeler, Marx, est sérieux et grand ; ce qu'il me reste à vous remémorer est encore plus sérieux et plus grand. Ce que je veux et dois vous dire encore établit péremptoirement votre responsabilité personnelle et dégage celle de vos disciples. Car ceux-ci n'ont fait que suivre la voie que vous leur avez tracée ; ils se sont conformés aux enseignements qu'ils ont reçus de vous, leur maître, et qu'ils ont puisés dans Le Capital, devenu leur évangile.

« Souvenez-vous des combats passionnés et souvent farouches que se sont livrés les adeptes du socialisme autoritaire : le votre, et les partisans du socialisme libertaire : le nôtre.

« Au début, nous ne pouvions tabler que sur des prévisions. Mais, dans notre esprit, ces prévisions équivalaient à des certitudes. Nous ne nous sommes pas ménagés nos avertissements, nos mises en garde et les « libertaires » n'ont jamais cessé de vous les prodigier.

« Nous étions certains que, repoussant l'idée qu'il soit possible d'abattre, par la Révolution toutes les institutions maudites nées du principe d'autorité et de bâtir sur leur effondrement un milieu social sans lois ni gendarmes, sans armée ni police, sans tribunaux ni prisons, en un mot sans gouvernement, nous étions certains, dis-je, que le socialisme autoritaire serait inévitablement poussé à considérer la prise de possession du pouvoir gouvernemental comme une nécessité primordiale : point de départ et condition sine qua non d'une transformation sociale d'où sortirait l'avènement du socialisme.

« Nous étions certains que cette prise de possession du pouvoir tournerait peu à peu à l'idée fixe et dégènerait assez vite en une obsession à laquelle, comme de juste, tout serait sacrifié.

« Nous étions certains que cette obsession aiguillerait infailliblement le socialisme autoritaire sur le chemin semé de chausse-trappes de l'infécté politique et que, une fois lancé dans cette direction, le socialisme autoritaire subirait le sort commun à tous les partis politiques. Sans doute, il s'entêterait à se dire parti de lutte de classes, parti prolétarien, parti de révolution ; mais, en réalité, il cesserait d'être tout cela et ne tarderait pas à devenir un parti comme tous les autres, se laissant absorber par les préoccupations électorales, les escarmouches parlementaires et le jeu puéril des partis politiques.

« Nous étions certains que, dans ces conditions, vos continuateurs se verraient réduits, pour justifier leur abandon de l'action révolutionnaire au profit de l'action pacifique et parlementaire, à nier la capacité politique et la maturité économique du monde laborieux, si travaillé

qu'il pût être par une volonté sans cesse accrue d'affranchissement et de bien-être.

« Nous étions certains que le parti fondé par les adeptes de votre « évangile » s'affirmerait comme étant seul, tout seul, en mesure de guider les damnés de l'enfer social vers le paradis auquel ils ont droit, et que les portes de ce paradis leur seraient ouvertes sans grand effort et de façon sûre à l'unique condition qu'ils s'embranchent dans ce parti, placent leur confiance pleine et entière dans les chefs responsables de ce parti, s'en remettent aveuglément à la clairvoyance, au savoir, au dévouement et à la vaillance de ces chefs, la mission des chefs étant, en tout et pour tout, de commander, et le devoir des masses embrigadées étant, en tout et pour tout, d'obéir.

« Telles ont été, Marx, dès le début, nos prévisions-certitudes. Elles se sont point par point réalisées, et il ne pouvait en être autrement. Qu'il vous soit dur de le reconnaître, et que vous vous efforciez à charger vos successeurs de vos propres responsabilités, c'est naturel.

« L'erreur est humaine, et il n'y a pas crime à la commettre. Mais il y a crime à ne pas avoir la probité et le courage d'en faire l'aveu et à y persévérer.

« Votre erreur a été de croire que vous avez mis au monde un être de constitution saine et robuste. Or, dès sa naissance, votre enfant portait en lui une tare congénitale : la tare « autorité ». Les germes de ce mal héréditaire se sont développés avec l'enfant, et celui-ci en a été emporté.

« N'accusez pas les docteurs de n'avoir rien compris à la maladie de votre enfant ou de l'avoir mal soignée : l'issue était fatale et, quels qu'ils fussent, les médecins n'y pouvaient rien.

« Voilà la vérité. Vérité cruelle pour vous, Marx, mais vérité éclatante, évidente ! »

Ainsi parla Bakounine et, sur ces derniers mots, les deux « irréconciliables » se séparèrent.

SEBASTIEN FAURE.

(Suite et fin la semaine prochaine.)

NOTRE LIBRAIRIE

Œuvres de P. Istrati :	
Les Chardons du Baragan.....	5 »
Présentation des Haidoucs.....	5 »
Kyra Kyralina.....	5 »
Oncle Anghel.....	5 »
La Maison Thüringer.....	5 »
Le Bureau de placement.....	5 »

Œuvres d'Upton Sinclair	
Candides reminiscences (autobiographie).....	5 »
Le Roi charbon (2 volumes)....	9 »
Le Pétrole.....	18 »
La Cité des Anges.....	18 »
La Tête d'Holopherne.....	18 »
Boston.....	18 »
Jimie Higgins.....	18 »
Le Roi de l'auto.....	20 »

Œuvres d'Henry Poulaillé	
Il s'était quatre.....	15 »
L'Enfantement de la paix.....	15 »
Les Damnés de la terre.....	18 »
Le Pain quotidien.....	18 »
Pain de soldat.....	24 »

ŒUVRES SUR LE SYNDICALISME	
Histoires des Bourses du Travail	
par F. Pelloutier.....	15 »
Le Mouvement Ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome 1	
Reflexions sur la violence, de G. Sorel.....	18 »
Histoire du Mouvement Syndical Français, par G. Lefranc	
Fernand Pelloutier, sa vie, son œuvre, par M. Pelloutier.....	9 »

BROCHURES DE PROPAGANDE PAR KROPOTKINE	
Aux jeunes gens.....	0 60
La Morale.....	0 60
La Loi et l'Autorité.....	0 60
Communisme et anarchie.....	0 60
L'Esprit de Révolte.....	0 60
L'Action anarchiste dans la révolution.....	0 60
L'Ide révolutionnaire dans la révolution.....	0 60
Le Gouvernement représentatif.....	0 60
L'Etat, son rôle historique.....	4 20
L'Anarchie, sa philosophie, son idéal.....	4 50
L'Anarchie dans l'évolution sociale.....	0 60
La Victoire sociale appelée justice.....	0 60
Les Prisons.....	0 60
Le Salariat.....	0 60

Paroles d'un révolté, quatre brochures	
James ; la Situation, la Prochaine révolution, la Guerre, la Commune de Paris (chacune).....	0 60
La Conquête du pain, un volume.....	18 »
Autour d'une vie, 2 volumes.....	28 »

ŒUVRES DE BAKOUNINE	
Les Endormeurs.....	0 60
Dieu et l'Etat.....	1 50
La Vie de Bakounine, par Hélène Iswolsky.....	43 50
La Correspondance de Bakounine, par Dragomanov.....	12 »

BROCHURES DE SEBASTIEN FAURE	
Les douze preuves de l'existence de Dieu.....	0 60
Les Crimes de Dieu.....	0 60
Réponse aux paroles d'une croyante.....	0 60
Série : Les Propos subversifs (Chaque brochure, 0 fr. 60.)	

1. La Fausse rédemption.	
2. La Dictature de la bourgeoisie.	
3. La Pourriture parlementaire.	
4. Leur patrie.	
5. La Morale officielle et l'autre.	
6. La Femme.	
7. L'Enfant.	
8. Les Familles nombreuses.	
9. Les Métiers haïssables.	
10. Les Forces de la révolution.	
11. Le Chambardement.	
12. La Véritable rédemption.	
La Question sociale.....	0 60
Propos d'éducateur.....	4 20
La Liberté.....	0 60
L'Orateur populaire.....	0 60

BROCHURES D'ELISEE RECLUS	
L'Anarchie.....	0 60
A mon frère le paysan.....	0 60
L'Anarchie et l'Eglise.....	0 60
Elisée Reclus, par H. Ryner.....	0 60
L'Evolution, la révolution et l'idéal anarchique.....	0 60
Histoire d'une montagne.....	18 »
Histoire d'un cuisseau.....	18 »

PRENDRE BONNE NOTE QU'AU CAS D'ENVOI NE PEUT ÊTRE FAIT SUIVANT L'ACCOMPLISSEMENT DU MONTANT DE LA COMMANDE MAJORE DE 10 % POUR FRAIS D'ENVOI

Jeunesse Anarchiste Communiste

L'école primaire... ce mensonge !

La maturité du prolétariat, conséquence directe d'un état d'esprit absolument indispensable à l'avènement d'une période révolutionnaire, en suite à la réussite sociale de cette dernière, subit dans sa marche des influences néfastes, paralysantes et retardatrices.

Au tout premier rang de ces influences perniciosuses, plaçons l'éducation de la classe ouvrière telle qu'elle est « fabriquée et concédée » par la société bourgeoise.

En effet, l'éducation donnée aux enfants des écoles primaires — ceux-ci appelés naturellement à grossir les rangs du prolétariat — n'est qu'un tissu de mensonges et d'hypocrisie n'ayant d'autre but que de détourner, d'étouffer les véritables connaissances qui pourraient être utiles, aux petits ouvriers de demain. A savoir qu'ils seront exploités, qu'ils seront, à 24 ans, munis d'un fusil, transformés en assassins de leurs frères, les prolétaires d'en face, en attendant leur petite croix quelque part, dans un cimetière militaire.

La bourgeoisie, par la voix des politiciens — républicains ou autres — nous rabâche constamment les grandes réalisations de la démocratie et plus particulièrement la loi sur l'enseignement primaire, laïque, « obligatoire » et « gratuite ». Croyez-vous que c'est un don cette phraseologie démocratique.

Au XIX^e siècle et plus particulièrement au cours de sa seconde moitié, qui vit se développer d'une façon intensive l'industrie, les manufactures, le machinisme, l'exploitation ne s'exerçant non plus exclusivement sur la terre, où pour labourer, semer, faucher, il n'était pas indispensable de savoir lire, écrire et compter, mais le travail s'exécutant sur une machine, il devient nécessaire que le paysan métamorphosé en ouvrier sache compter pour relever un compte-tour pour déchiffrer certains plans, établir un

trois journaux par jour, mais il ne pense que ce que la machine sociale veut bien lui faire penser.

Machiavel disait jadis : « Vous semez de la cigue et prétendez voir mûrir des épis ? » Hélas ! à l'époque actuelle, plus que jamais, c'est à bon escient que la cigue est semée, et c'est là tout le mal.

A. GALLI.

Chante donc, soldat !

Le temps passe. Chaque semaine qui s'écoule est fertile en découvertes de toutes sortes.

Là « Jeunesse Ouvrière Chrétienne », nous apporte cette fois, un moyen, paraît-il efficace pour éloigner l'ennui qui s'accroît du soldat. Il semble qu'elle ait remis aux archives célestes, et ce, pour un temps fort long, le « Tu ne tuas point » et qu'elle porte tous ses efforts à faire accepter à la jeunesse ouvrière la servitude militaire, l'assassinat et la mort, en lui masquant lâchement la réalité.

Dans son dernier numéro, elle relate, non sans amertume, l'abandon qui s'empare du jeune militaire, au lendemain des manœuvres. La J.O.C. veut freiner le cafard et la fatigue qui s'abattent sur le corps las du bleu, par la chanson... comme c'est drôle !

Il faut, dit-elle, un « réconfort moral », lequel apporte par des éléments fœtiques, aux jeunes défenseurs de la France, vaincre leur fatigue et leur ennui.

A maintes reprises, nous avons dévoilé le

CAMARADES ANARCHISTES MILITANTS ET SYMPATHISANTS DE LA J. A. C. ET DE L'U. A. RETENEZ VOTRE JOURNEE DU 14 JUILLET LA REGION PARISIENNE DE LA J.A.C. ORGANISE UNE GRANDE BALADE CHAMPETRE

compte rendu de son travail, établir un état. La technique guerrière voulait aussi qu'il sache déchiffrer un ordre de son capitaine. La démocratie bourgeoise veut aussi que le prolétaire puisse lire les mensonges de sa grande presse ; à seule fin de l'entretenir dans un semblant de liberté.

Il serait plaisant, à l'époque actuelle, que tous les exploités devinssent illettrés ; est-ce que tous nos maîtres feraient état de leurs diplômes de bachelier et viendraient se mettre à l'établi et construire avec un dessin établi un pignon ou seulement égarer une pierre de taille ?

Nous voyons clairement que sans cette gratuité la condition de prolétaire eût été un luxe. Et surtout « obligatoire ». L'armée du capitalisme était en fait créée.

Et s'il n'y avait que l'enseignement pratique ! Hélas ! il n'y a qu'à compulser un manuel d'instruction civique des écoles primaires où l'on est préché une obéissance aux lois, une soumission de tous les instants au nouveau dieu : l'Etat, pour comprendre que la bourgeoisie ne concède qu'un minimum d'instruction aux exploités, d'abord pour son utilité, ensuite pour sa propre domination.

Quel exemple illustre mieux cette sinistre plaisanterie que le mutisme de tous les manuels d'histoire sur la période de la Commune de 1871 ? Silence le plus absolu, ou s'il en est parlé c'est de façon tout à fait défavorable pour ce mouvement révolutionnaire, un des plus purs pour l'émancipation des travailleurs.

Loins d'éveiller le sens critique de l'enfant, de lui donner un sens de classe — et pour cause — l'école primaire, cette école du perroquetisme, annihile toute réflexion, tout examen approfondi, juste bon à le corrompre et à l'abrutir. Comment s'étonner de cette marche lente du prolétariat vers des horizons nouveaux lorsque ceux-là mêmes qui doivent être les prolétaires de demain sont, au départ, mystifiés, dupés. Ils pourront défendre des causes qui ne sont pas les leurs.

« Et lorsque des organisations se disent révolutionnaires embrigadent la jeunesse, non pas à des buts de culture prolétarienne et révolutionnaires, mais simplement transformées en organisations de loisirs, comme les J. S. et les J. C., nous sommes en droit de nous demander jusqu'où ira la falsification des jeunes prolétaires.

Tout comme la Saint-Barthélemy et le massacre des Albigeois furent les résultats de la « propagande » des prêtres, on peut bien dire que c'est l'école primaire qui alimenta moralement et matériellement aussi le charnier de 1914-1918.

Oserions-nous prétendre qu'une instruction aussi misérable est un mal autant qu'un bien ? Le paysan d'autrefois était illettré, mais il pouvait penser. Aujourd'hui l'ouvrier lit deux ou

trôle imployable que tient le militarisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Lorsqu'un pauvre se trouve dans l'impossibilité de remettre à sa mère-patrie la dette que celle-ci lui impose, on a recours à l'armée, qui se paye en volant ou assassinant légalement le malheureux producteur.

Quand il s'agit de faire évacuer un quelconque endroit qu'occupent des ouvriers en grève, c'est de l'armée que l'on se sert.

C'est encore et toujours l'armée qui est sur pied, quand il faut passer par les armes, un obstacle à la conscience qui se refuse à commettre un crime, pour le compte des capitalistes.

Or, est-il un chant qui puisse effacer de la raison le destin horrible réservé au jeune, lorsqu'il est appelé sous les drapeaux ?

L'abandon moral existe, dès l'instant où le jeune homme franchit le seuil de la caserne, ce stade transactionnel entre la vie, l'assassinat et la mort.

Ce jeune soldat du 7^e B.A.F. à Lantosque, qui, il y a deux mois, puni de prison, s'est pendu dans sa cellule, à l'aide de sa ceinture, avait-il envie de chanter ?

Et celui-ci, de qui nous apprenons le suicide, aussi par pendaison, jeudi soir, au 182^e R.A. L.T. à Vincennes ? C'était un jeune qui travaillait au parc d'artillerie. Et malgré les « rondes » si fréquentes, lorsqu'il s'agit de découvrir un « taseur » qui fait la mur, le corps du malheureux « bleu » ne fut découvert que le vendredi matin, dans un garage...

Une chanson aurait-elle pu détourner ces deux jeunes, de leurs sinistres projets dans lesquels ils avaient plongé la morale militaire ? Ce n'est pas une chanson qui lui rendra sa gaité juvénile, lorsqu'il sait qu'en cet ancre immonde, il lui faudra apprendre à tuer avec art, et à se préparer consciencieusement à mourir pour la patrie, pour Dieu, en défendant la propriété de ceux qui l'exploitent.

Voulez-vous comment l'Eglise mène sa propagande dans les casernes ?

Les militants socialistes ont, à l'armée, une activité non dissimulée. Dès que les « bleus » arrivent, ils sont accaparés par les socialistes (jeunes ouvriers chrétiens) ou les jacobins (jeunes agriculteurs chrétiens). On les emmène à des soirées récréatives, on leur offre même de petits secours financiers et celui qui a bénéficié de ces secours peut difficilement refuser d'aller à la messe ou à une conférence catholique.

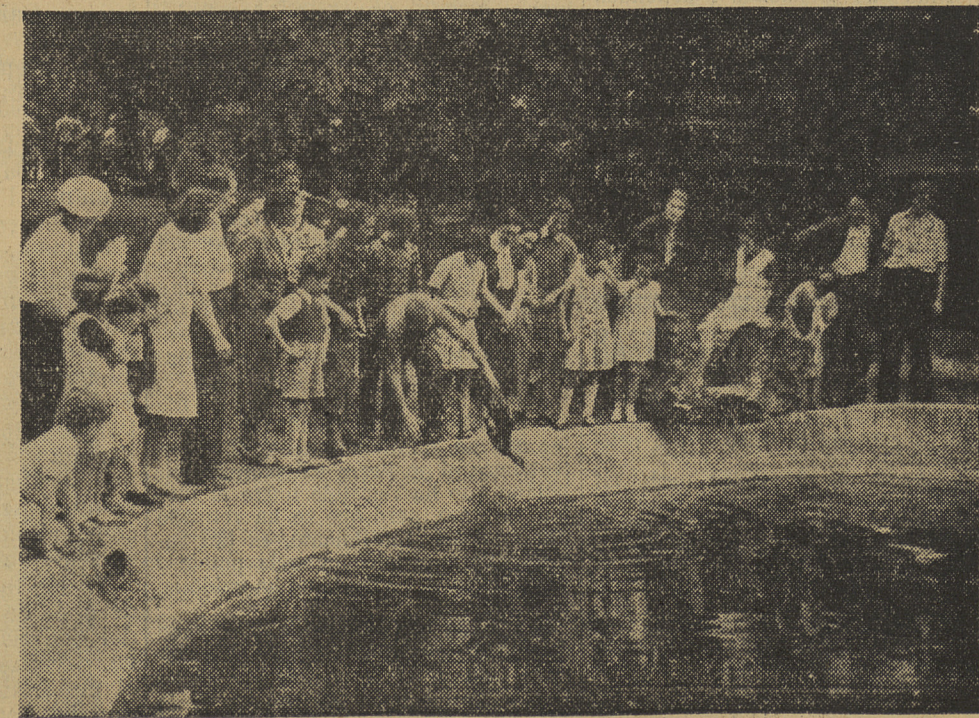
Le mot d'ordre des chefs aux militants est d'entretenir la gaité chez les soldats... de les faire jouer, chanter, en un mot les empêcher de s'appesantir sur l'idolâtre de leur situation.

Pendant qu'il chante, le soldat involontaire ne pense pas qu'il est là pour servir une machine.

CHRISTIAN MARTIAL.



Une vue du stand du Libéraire ; dans le médaillon, un groupe d'enfants devant le camion de la S.I.A. ; dans le losange, des camarades du groupe de la Courneuve.



Une saine et franche gaité anime tous les groupes. Un des gagnants des loteries va faire reprendre contact avec l'élément liquide au canard qui vient de lui échapper.

Défendre les 40 heures à Genève c'est bien.

Mais refuser de collaborer, en France, à leur sabotage serait mieux.

L'IMPUISSANCE OUVRIERE

La réaction triomphe. Dans toute l'Europe, dans le monde entier, le capitalisme redresse la tête, plus dominateur que jamais. On avait pu croire, un instant, sa situation compromise. On avait pu penser que son agonie allait commencer. Penser cela, c'était oublier l'inertie des masses, la lâcheté des dirigeants.

Il y a quelque chose qui peut paraître étrange. Lorsque les syndicats sont pauvres d'adhérents, on assiste alors à des débordements d'énergie. C'est à qui se déclarera le plus révolutionnaire, c'est à qui usera le plus des méthodes d'action directe, c'est à qui dira le plus fort : « Encore quelques adhérents et nous pourrions faire la révolution. »

Mais que survienne une vague comme celle de juin 36 et tous les dirigeants sont désemparés. Ils ont ces adhérents qu'ils appelaient, qu'ils espéraient, mais qu'ils ne souhaitaient pas. Car, maintenant il va falloir qu'ils ouvrent pour le peuple, pour la liquidation du régime capitaliste. Et ça, ils ne le peuvent pas, ils ne le veulent pas. Ils sont faits pour prêcher les luttes prochaines, la révolution future. Ils vivent de cette révolution à venir. Mais, dès qu'en paraît la possibilité, ils reculent avec terreur. Ce n'est pas cela qu'ils ont voulu. Parler ? Oui. Agir, non. Et pour reculer le plus loin possible le moment où il faudra agir, ils s'acharnent à se créer de nouveaux devoirs, de nouvelles responsabilités. Ils deviennent patriotes, nationalistes, Français. Il y avait cinq cent mille syndiqués, il y en a cinq millions, ce n'est pas encore assez. Il leur faut tous les salariés, toute la classe moyenne, toute la paysannerie. Ça permet d'attendre. Et quand ils auront tout ça, il leur faudra encore quelque chose.

Et c'est là qu'est le drame, aussi bien sur le

PROLÉTAIRE, RÉVEILLE-TOI !

plan national que sur le plan international.

Il y a l'Espagne. La F.S.I. s'est réunie dernièrement à Oslo. Une réunion pour rien, indigne d'un organisme international, de l'organisme représentant les ouvriers du monde. Un débat académique entre « Sir Citrine » valet du roi d'Angleterre, et le général « Jouhaux », secrétaire perpétuel de la C.G.T. et espion de la Jeunesse Communiste, sur l'admission des syndicats russes.

Mais pour l'Espagne, pour la solidarité, pour l'aide effective à apporter à ceux qui meurent pour ne pas plier, rien à faire. Boycotter les exportations, les livraisons d'armes et de vivre à Franco et à ses amis ? Impossible. On risque de gêner trop d'intérêts. Aider les Espagnols en sauvant de la bagarre les gosses, les femmes et les vieillards ? Impossible. La C.G.T. n'a, du reste, pas protesté quand, sous prétexte d'économies, M. Marx Dormoy, ministre de Front populaire, et héros de Clichy, a renvoyé sous les bombes expérimentales de Hitler et de Mussolini, ceux qui croyaient avoir, en France, trouvé un abrî.

Cependant, il me souvient (c'était avant l'avant-dernière) que des corporations, menant contre le patronat des luttes très longues, envoyaient, pour

Garnier est enfin libéré !

Cette affaire n'a pas fini de faire couler de l'encre, malgré nos staliniens qui, devant les dégâts dans leur propre clan, ont adopté une attitude de prudente neutralité. Labrousse, secrétaire de la Fédération du bâtiment demandait pour Garnier, 5 années de prison. Bien que reconnu non-coupable, celui-ci fut néanmoins condamné à 2 mois.

Les communistes ont compris leur gaffe à l'élection législative partielle qui eut lieu récemment.

Les candidats du front populaire avaient réuni plus de 10.000 voix contre 7.000 à la droite. Malgré cette supériorité, le candidat réactionnaire fut élu au second tour avec une majorité de 1.000 voix.

Mais occupons-nous de la question syndicale : La minorité de la Loire avait organisé un grand meeting à l'occasion de la libération de Garnier. Malgré le beau temps, l'ouverture de la pêche et les élections, la réunion s'ouvrit devant plus de 2.000 personnes.

Nos camarades Arnould, des mineurs ; Soulier, des types ; Dupperay, de la « Voix Syndicaliste » ; Thévenon, des instituteurs expliquèrent pourquoi on avait voulu la condamnation de Garnier et David. Puis Garnier, libéré le matin même, dénonça la trahison stalinienne et les provocations patronales.

Ge meeting fut le premier organisé, depuis l'unité, à Saint-Etienne, par des organisations syndicales minoritaires de la C. G. T. Nous réussissons à réunir 2.000 personnes lorsqu'un secrétaire de la C.G.T. en rassemble 1.000 dans un meeting organisé par l'Union départementale.

Ge succès doit nous encourager à lutter plus encore. Il faut organiser un autre grand meeting pour exiger la libération de David.

Pierre Méallier.

pouvoir résister plus farouchement, toutes les bouches inutiles à la lutte, chez des camarades, d'autres syndicats qui se faisaient une joie d'aider de cette façon ceux qui se battaient pour tous. On aurait pu le faire pour nos camarades espagnols et je suis sûr que dans tous les pays du monde, il y aurait dix foyers pour chaque enfant d'Espagne. Seulement M. Jouhaux, Sir Citrine et M. Mertens, n'ont pas faim et dorment tranquilles. Et peut-être, ne peuvent-ils pas se faire à l'idée qu'il est de par le monde des gosses qui, jamais n'ont le ventre plein, qui jamais ne s'endorment sans être pris d'un tremblement nerveux.

Jouhaux ? Citrine ! Mertens ! La F.S.I. ? Quelle bonne blague.

Sur le plan national, c'est pareil.

Avant 36, pas ou peu de syndiqués, pas ou

LA C. G. T. aux SYNDICALISTES

peu d'adhérents aux partis politiques. Mais une agitation politique et syndicale intense. Personne n'a rien à ménager, tout le monde se donne à fond et c'est juin 36, la révolte, l'adhésion en masse et LA FIN DU MOUVEMENT SYNDICALISTE.

Car, n'est-ce pas, on ne nous fera pas pendre pour un mouvement syndicaliste, la position prise par les dirigeants de la C.G.T. et des principaux syndicats, fédérations et unions départementales.

On ne connaît plus qu'une chose sous le règne Jouhaux-Franchon : la suspension aux sonnettes ministérielles et la collusion avec la police comme à Saint-Etienne.

On licencie, on viole les quarante heures, on récupère à samedi que veux-tu, la C.G.T. ne dit rien.

Si : elle va nous appeler pour acclamer M. George Cinq ou Sept.

Il ne faudrait peut-être pas que cela dure, et la semaine prochaine — il nous faudra envisager et demander l'avis de tous les camarades sur les solutions à prendre pour que ça change.

CAM.

L'Etat comprime et la loi triche

Nous avons parlé, la semaine dernière, de cette réunion des Fédérations confédérées émues des licenciements massifs des salariés syndiqués.

Dans le *Peuple* du jeudi 16 juin, René Belin, directeur de « Syndicats », revient sur ce sujet, qu'il examine et analyse dans ses moindres détails.

Un patron, dit-il, n'a pas le droit de renvoyer un ouvrier ou un employé parce qu'il est syndiqué. Une loi qui remonte à 1884 donne aux salariés le droit de se grouper en syndicats professionnels.

Ce droit, écrit Belin, ce n'était pas aux employeurs de le donner aux travailleurs. C'est la loi, plus forte que la volonté patronale, qui autorise les travailleurs à se former en syndicats.

Evidemment, il y a la loi sur le droit d'être syndiqué. Il y a aussi la loi sur la semaine de 40 heures. Il y a aussi la loi sur les délégués d'atelier.

Seulement, les lois, il n'y a que les travailleurs qui sont tenus de s'y conformer. Nul devoir, dit l'Internationale, ne s'impose aux riches.

Pour que les ouvriers syndiqués ne soient plus renvoyés des entreprises capitalistes, il est indispensable que joue la solidarité ouvrière de tous les instants. Il faut aussi que l'action syndicale ne soit pas un vain mot. Le remède, ce n'est pas le respect des lois. C'est un syndicalisme libre, uni et révolutionnaire.

R.

La grève est la seule arme libératrice

Maintenant que l'expérience du Front populaire est consommée, alors que cette phase de la vie politique française, avec les remous sociaux et politiques qui l'ont accompagnée, est déjà du domaine de l'histoire, le moment semble venu de faire un examen rétrospectif de cette période si agitée. De toutes parts ce ne sont que plaintes, récriminations, considérations amères et désabusées, et la grande espérance de mai-juin 1938 est en train de sombrer dans les combinaisons miteuses et sordides des politiciens à la petite semaine.

Mais il y a plus grave : la hausse générale des prix ayant réduit à néant les augmentations de salaires arrachées en juin, le doute s'est emparé des esprits et de nombreux syndicalistes commencent à émettre des réserves sur la valeur de l'arme suprême des exploités : la grève. Selon ces camarades, l'augmentation des salaires consécutive à la grève ne serait qu'une chimère décevante, les capitalistes ayant le pouvoir d'élever artificiellement les prix des objets de

fléchi à ceci : c'est que l'économie politique est une science exacte (1), établie sur deux lois rigoureusement exactes :

1. La valeur est fonction du travail, ou pour parler plus clairement : la valeur d'une marchandise, c'est la somme de travail humain qu'a nécessité la production de cette marchandise.

2. L'économie capitaliste étant une économie marchande, les produits s'échangent non en raison de leur valeur, mais en raison de leur PRIX, lequel est uniquement réglé par la LOI DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE. Offre et demande étant déterminées par des besoins humains essentiellement variables, les prix ne coïncident jamais exactement avec la valeur ; ils oscillent perpétuellement tantôt au-dessus, tantôt au-dessous, et c'est seulement la moyenne des prix, sur l'ensemble du marché, qui est égale à la valeur.

Il apparaît donc que les phénomènes économiques ne sont nullement déterminés par des volontés arbitraires (2). S'il en était ainsi, d'ailleurs, nous ne voyons pas pourquoi les capitalistes attendraient les grèves pour élever les prix et, surtout, serait incompréhensible la résistance acharnée qu'ils opposent aux revendications ouvrières.

Supposons, comme en 1936, une grève suivie de hausse générale des salaires (toutes industries). En admettant que les ouvriers consacrent leur supplément de salaire à l'achat, mais en plus grande quantité, des mêmes produits de nécessité courante qu'ils consomment déjà auparavant, il est sûr que, LA DEMANDE ETANT PLUS GRANDE, il y aura hausse des prix. Prenons deux industries : automobiles de luxe et chaussures. L'ouvrier augmente ne va plus se contenter de deux paires par an ; il en veut maintenant trois paires. Si le fabricant de chaussures a bien augmenté ses prix, l'augmentation bien plus considérable de la demande (puisque elle porte sur tous les ouvriers du pays) va lui permettre d'augmenter ses prix bien au delà et de réaliser un surprofit. Mais, d'autre part, les ressources de la bourgeoisie dans son ensemble n'auront pas augmenté (la demande

LA C. G. T. aux SYNDICALISTES

étant restée stationnaire dans les industries de luxe, qui tiennent une place très importante), notre fabricant d'automobiles, qui paiera lui aussi les augmentations de salaires, ne pourra pas augmenter ses prix, la demande n'ayant pas changé. Payant ses ouvriers plus cher sans pouvoir majorer ses prix, SON PROFIT A BAISSE.

Que va-t-il se passer alors ?

On sait qu'en économie capitaliste, les capitaux sont essentiellement mobiles. Ils vont immédiatement quitter l'automobile, qui ne rend plus, et se porter vers la chaussure. Cet afflux de capitaux va permettre d'augmenter la production des usines existantes et d'en créer de nouvelles. Rapidement, l'offre va se hisser au niveau de la demande, PUIS LA DEFAISSE. Il s'ensuivra inévitablement la baisse des prix des chaussures, qui redescendront à leur ancien niveau, et les profits des diverses branches industrielles s'égaliseront. Mais, à moins de prix redeviens ceux d'avant la grève, et salaires augmentés. Le profit a diminué. L'augmentation générale des salaires a été exactement compensée par la diminution générale des profits. Seulement, il y a plus de capitaux dans la fabrication d'objets consommés par les ouvriers. Les ouvriers consomment plus, il y a moins de capitaux dans les industries de luxe, dont les objets sont consommés par les bourgeois. Les bourgeois consomment moins. (Le profit ayant baissé dans toutes les industries, les capitalistes chercheront moins d'automobiles de luxe. La demande de ce produit baissera ; la production, réduite depuis le départ des capitaux pour l'industrie de la chaussure, ne parviendra pas à se relever, puisque le profit — avec des prix inchangés et des salaires plus élevés — restera bas).

L'augmentation des salaires aura donc été avantageuse pour la classe ouvrière, puisqu'elle consommera plus de chaussures qu'avant (plus de viande, plus de vin, plus de vêtements, etc.).

Elle aura été désavantageuse pour la classe capitaliste, puisqu'elle consommera moins d'objets de luxe. Et il va de soi que si les relevements de salaires parvenaient aux ouvriers d'acheter des objets de luxe, la démonstration du caractère avantageux des grèves devient totalement superflue (3).

Et pourtant, dans le cas des grèves de juin, le bénéfice des augmentations de salaires n'a joué que pendant un temps très court. Les prix ont bien augmenté comme il était prévu, mais aucune baisse n'a suivi, bien au contraire ; ce qui semblerait donner raison aux camarades qui croient que la bourgeoisie peut reprendre d'une main ce qu'elle a lâché de l'autre, récupérer dans le domaine de la consommation ce qu'elle a dû concéder dans celui de la production.

Cette contradiction troublante, nous nous proposons de l'examiner dans un prochain article, ainsi que les vrais buts de la grève.

MARCEL GUENNEC.

(1) V. L'Economie Capitaliste, de R. Louzon (préface).

(2) K. Marx : Salaires, prix et profits.

(3) K. Marx, id.

CHEZ WESTINGHOUSE

Une protestation de la section syndicale pour le droit d'asile

La commission exécutive du syndicat des Techniciens et employés des Freins et Signaux Westinghouse, réunie le 20 mai 1938, s'est élevée avec force et indignation contre les décrets Sarraute visant les travailleurs étrangers et surtout ceux réfugiés en France pour raison politique.

Elle demande à la Fédération de faire pression sur les Pouvoirs Publics, de soutenir toutes les manifestations ou meetings qui auraient comme but la sauvegarde du droit d'asile et, elle-même, de ne pas hésiter à se lancer dans ce mouvement profondément humain. — La C. E.

Les fonctionnaires auraient-ils compris ?

Malgré les insinuations — de pure forme d'ailleurs — des parlementaires de gauche auprès du président du Conseil, celui-ci n'a rien voulu savoir pour accorder aux fonctionnaires l'augmentation de salaire que revendiquent leurs syndicats.

M. Daladier a, pour justifier ce refus, des tas de raisons. Certes, il est de cœur avec les fonctionnaires, ces dévoués serviteurs de l'Etat ; certes, il ne conteste pas la légitimité de leurs revendications, mais il regrette de ne pouvoir faire subir à la trésorerie des charges nouvelles.

Un tel effort financier est fait, actuellement, pour la défense nationale ; tant de millions seront dépensés pour recevoir le royal crétin d'Angleterre que M. Daladier compte bien sur le patriotisme des fonctionnaires pour qu'ils patientent et se contentent, pour le moment, de vagues promesses.

Très digne du peu de chaleur que les députés ont apporté à défendre leur cause, les fonctionnaires syndicalistes semblent décidés à agir eux-mêmes.

Ne nous emballons pas. Il faut bien connaître les fonctionnaires pour savoir combien il est difficile de faire passer cette catégorie de travailleurs, des protestations à l'action.

La hantise de la révocation et aussi cette répugnance à l'action directe que portent en eux la grosse majorité des fonctionnaires leur ont fait accepter jusqu'ici des salaires dérisoires souvent même, sans garantie de stabilité. (Une grande partie d'entre eux n'est pas titularisée et ne se distingue des travailleurs de l'industrie privée que par l'infériorité du traitement).

Le Cartel des services publics publie un manifeste dans lequel il s'élève contre la honteuse dévaluation de la Chambre « front populaire » qui se sépare sans s'être donnée la peine d'examiner la situation désastreuse des travailleurs de l'Etat.

Il ne fallait pas attendre de ce manifeste qu'il soit fortement imprégné de sens de classe et totalement dégagé de sens national.

En revendiquant leurs droits, les salariés de l'Etat tiennent à montrer qu'ils sont loin d'être indifférents aux difficultés qu'éprouvent M. Daladier et ses collègues à équilibrer le budget de la France.

— Il est en effet, inadmissible, dit le manifeste, que le Gouvernement ait cru pouvoir transgresser pour tout le monde, sauf pour les fonctionnaires, le principe qu'il a affirmé lors du dernier repli monétaire : « Pas de dépenses nouvelles » et accepter une série de dépenses, dont le Cartel central ne conteste pas le bien-fondé, mais dont il ignore pas qu'elles ont été systématiquement sous-évaluées et qu'elles

ne manqueront pas d'avoir, dans un proche avenir, de très lourdes répercussions sur la trésorerie, la dette publique et le budget.

Il est inadmissible, dans ces conditions, que le président du Conseil ait déclaré à plusieurs reprises que s'il donnait satisfaction aux fonctionnaires, il provoquerait immédiatement une nouvelle dévaluation, faisant ainsi des fonctionnaires une catégorie de réprochés.

Le Comité central tient à rappeler que le mauvais état dans lequel se trouvent les finances françaises depuis 1931, et que les dernières mesures gouvernementales n'ont pas atténué, n'est nullement son fait, puisque depuis 1930 les traitements et salaires des agents des services publics n'ont bénéficié d'aucune augmentation, mise à part l'allocation spéciale de cherté de vie, de taux modique.

La persistance de ce déplorable état de choses fait d'ailleurs pressager pour demain de nouvelles amputations de la monnaie dont les fonctionnaires ne seront pas plus qu'hier responsables, mais dont ils subiront les mauvais effets.

Les vrais responsables seront les Pouvoirs publics qui se sont montrés incapables de ramener l'économie française, à nouveau déclinante ;

C'est avec des armes du genre de cette protestation que les fonctionnaires se sont battus en 1936 pendant que les ouvriers de l'industrie pri-

CHEZ CHAUSSON, A GENNEVILLIERS

Une mise au point

Les enfants de chœur du sacro-saint fils du peuple tentent, actuellement, au travers de l'incident qui s'est produit entre le camarade Ladé-gallerie et le délégué Cosset, de discréditer les anarchistes, en faisant courir le bruit et déclarant à qui veut entendre que le camarade Ladé-gallerie est anarchiste appartenant au groupe Anar-Chausson, affilié à l'U. A. ; s'il en était ainsi, croyez bien Basile que vous êtes, nous n'en aurions aucune honte, mais ne torturez pas ainsi votre restreinte boîte à réflexions. Ladé-gallerie n'appartient ni à notre groupe, ni à l'U. A. ; et ne connaissant pas encore les causes de cet incident, mais connaissant (pour les salubres méthodes provocatrices, nous nous refusons de lancer l'anathème à ce camarade qui, jusqu'à preuve du contraire, a toujours mené (ne craignant pas de payer de sa personne devant la justice bourgeoise) une admirable lutte révolutionnaire.

Nous assurons ce camarade de toute notre sympathie et de notre entière solidarité, en attendant de faire toute lumière sur l'incident qui lui valu les coups du délégué Cosset ; incident sur lequel nous reviendrons dans un prochain article. — Pour le groupe : Le secrétaire.

vue occupaient les usines les chantiers et les magasins.

Lorsque, comprenant la puissance et l'efficacité de l'action directe, les grévistes de juin obtinrent gain de cause d'un patronat apeuré, les fonctionnaires redigeaient des protestations.

Le sabotage du mouvement de grèves, l'intervention des politiciens dans la lutte syndicale, ont fait que les ouvriers ont reperdu une grande partie des avantages conquis par les occupations d'usines.

Mais si leur sort est loin d'être enviable, celui des fonctionnaires qui refusent de se battre l'est encore beaucoup moins.

Les salariés de l'Etat ont toujours expliqué leur abstention dans les mouvements revendicatifs et la faiblesse de leur action syndicale par le danger permanent de révocation.

Dans l'industrie privée, dans les chantiers, dans les usines, les militants syndicalistes ne sont pas révoqués.

Ils sont fous à la porte. Je connais des ouvriers des métaux qui étaient révoqués vingt fois par an en période de prospérité et qui, actuellement, sont sur le salad, il y en a des quantités, messieurs les fonctionnaires.

Si les travailleurs de l'Etat avaient marché en juin 1936, dans le mouvement général, la bourgeoisie aurait pris un coup dont elle ne se serait peut-être pas relevée.

Mais le cartel des services publics avait cru bon d'affirmer son patriotisme et de promettre que les fonctionnaires ne feraient pas la grève.

L'expérience démontre qu'il faut combattre l'Etat-patron avec les mêmes armes que l'on combat le patron privé.

Fortement indignés par le tour de cochon que leur jouent leurs députés et leurs ministres, les fonctionnaires semblent se rendre compte de cette vérité évidente.

Au bas du manifeste du Cartel des services publics, nous relevons quelques lignes qui ne sont pas du même tonneau que le reste :

Le Cartel central déclare à ses adhérents que, devant le refus total du Gouvernement, il ne lui reste que le recours à des formes d'action dont les travailleurs de l'industrie privée ont usé jusqu'à présent avec succès, et leur demande instamment de s'y préparer.

Il invite en conséquence, les Fédérations qui le composent à prendre toutes les mesures nécessaires, pour donner à cette préparation le maximum d'efficacité.

Nous voulons croire que, si le gouvernement, patron des fonctionnaires, ne leur donne pas rapidement satisfaction, cette affirmation ne restera pas lettre morte.

Il faut choisir entre : manger à sa faim ou mériter le titre de bon chien de garde de son patron et de bon patriote prêt à aller se faire tuer pour le défendeur.

Vive la grève des fonctionnaires.

RINGEAS.